



Communiqué de presse

Berne, le 15 novembre 2012

De Liste 13 contre la pauvreté et l'exclusion, IG Sozialhilfe, ATD Quart Monde, AvenirSocial

Ceux qui vivent la pauvreté prennent la parole: « Parlez avec nous, pas sur nous ! »

Trois personnes en situation de pauvreté prendront la parole lors de la table ronde du 19 novembre 2012 avec le Conseiller fédéral Alain Berset. Près de 80 personnes en situation de pauvreté issues de Suisse alémanique et de Suisse romande se sont rencontrées et ont échangé à propos des inconvénients des politiques sociales et sur les injustices sociales dont elles font quotidiennement l'expérience.

Lors de la conférence nationale « Lutter ensemble contre la pauvreté » en novembre 2010, les représentants de la Confédération, des cantons, des communes et des Villes ont signé une déclaration dans laquelle ils s'engagent à « dresser, tous les deux ans, un bilan de l'effet des travaux liés à la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ». Pour préparer la table ronde, les personnes en situation de pauvreté se sont rencontrées le 25 août 2012. Les participants ont parlé de leur vie pleine de soucis au niveau financier, du manque de soutien personnalisé et du manque de respect qui est une source de discrimination. La matinée a été consacrée à un échange avec les invité-e-s. Parmi les invité-e-s se trouvaient des représentant-e-s de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS). Durant l'après-midi un espace a été offert aux personnes en situation de pauvreté pour exprimer leurs préoccupations majeures afin que celles-ci soient prises en compte lors de la « Table Ronde ». La rencontre a été un grand succès. Des personnes courageuses et solidaires venues de nombreuses régions du pays ont fait le chemin pour donner une voix et un visage à la pauvreté. Elles voulaient par leur présence apporter une contribution de première main face aux méfaits de l'injustice sociale. Tant d'exemples de dysfonctionnement ont été rassemblés qu'il sera difficile lors de la « Table Ronde » d'évoquer l'ampleur de cette grande misère et chaque aspect des injustices sociales.

Pour les personnes en situation de pauvreté la « Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté » n'a encore rien changé ni amélioré, bien au contraire : Tandis que les problèmes de logement deviennent toujours plus aigus à cause de l'augmentation des loyers, les montants de l'aide sociale et les prestations complémentaires ne sont pas ajustées. Cela a pour conséquence, par exemple, que de nombreuses personnes n'arrivent plus à se nourrir correctement.

Il a été aussi question de l'impossibilité pour beaucoup d'aboutir une formation professionnelle qui n'est prise en charge ni par l'assurance invalidité (AI), ni par l'aide sociale. Ainsi, aucune chance d'acquérir un revenu suffisant par un travail rémunéré n'est donnée. Les frais pour les traitements des personnes malades et invalides ne sont pas suffisamment pris en charge. Ces agissements sont humiliants et augmentent la détresse. Des coupes dans les prestations de l'AI empirent la vie des personnes handicapés pauvres, et le manque de ressources est un obstacle à la participation à la vie sociale. C'est pourquoi une augmentation de 30 % des prestations de l'aide sociale est exigée.

L'obligation fréquente de travailler dans des programmes d'intégration est une forme de travail forcé qui ne permet pas l'autonomie matérielle et renforce la dépendance. Les gens vivent ainsi dans un stress permanent à cause de la peur incessante de menaces et de sanctions. Beaucoup expriment



qu'ils se sentent atteints dans leur humanité. Aux soucis quotidiens liés à l'insuffisance des ressources, où chaque centime est compté deux fois avant d'être dépensé, s'ajoute un lourd sentiment d'impuissance devant les campagnes diffamatoires concernant « les profiteurs de l'aide sociale ou les faux invalides ». C'est un fait que les personnes au chômage subissent une forte suspicion, même si elles veulent travailler. Cette stigmatisation dans notre société est une violation de la dignité humaine et elle détruit la confiance des personnes dans leurs propres capacités. Parmi les participants, il y avait aussi des personnes qui cherchent de nouveaux chemins communs, indépendants, pour sortir de la dépendance des institutions, comme fonder des coopératives.

L'accès difficile aux institutions d'action sociale, le contrôle permanent et la paperasserie à régler, causent une angoisse existentielle : « La pauvreté est un handicap que je n'ai pas choisi ! » dit une femme. Une option discutée est de chercher des nouveaux chemins communs vers une autre économie. Créer soi-même des emplois rémunérés, en accord avec nos convictions éthiques et solidaires.

La vie des personnes touchées par la pauvreté dans notre pays riche, nous interpelle profondément. Un silence pesant s'installe dans la salle quand est posée la question : y a-t-il quand-même des moments réjouissants dans votre quotidien ?

Site de web de l'office fédéral des assurances sociales sur la Stratégie de la Confédération en matière de lutte contre la pauvreté:

<http://www.bsv.admin.ch/themen/gesellschaft/00074/01973/index.html?lang=fr>

Pour plus de renseignements veuillez prendre contact avec:

Liste13 gegen Armut und Ausgrenzung: Mme Avji Sirmoglu, 079 631 90 32, medien.liste13@gmx.ch

IG-Sozialhilfe: Mme Branka Goldstein, 079 343 66 43, ig-sozialhilfe@gmx.ch

ATD Quart Monde: Mme Ursula Jomini, 026 413 11 66, contact@quart-monde.ch

AvenirSocial: M Stéphane Beuchat, 031 380 83 04, s.beuchat@avenirsocial.ch

Annexe: Cahiers „Ceux qui vivent la pauvreté prennent la parole – Chaque voix est importante!

Ceux qui vivent la pauvreté prennent la parole

Chaque voix est importante!

Ces Cahiers ont été élaborés en vue de la table ronde du 19 novembre 2012 sur la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et ont été discutés lors de la journée d'échange avec des personnes en situation de pauvreté le 25 août 2012 à Berne.

Les associations suivantes ont rassemblé les témoignages:

ATD Quart Monde Suisse, IG-Sozialhilfe, Liste 13 contre la pauvreté et l'exclusion sociale, Gassenarbeit Bienne, Association des Familles du Quart Monde - Lausanne

Ces témoignages ont été écrits par des personnes vivant dans les cantons suivants : Argovie, Berne, Bâle-Ville et Bâle-Campagne, Fribourg, Genève, Vaud, Zurich

Avant-propos

Nous avons fait partie du groupe chargé de préparer la manifestation « Ceux qui vivent la pauvreté prennent la parole » qui se tiendra le 25 août 2012 à Berne. Nous avons aussi relayé la perspective de ces personnes lors de la préparation de la table ronde qui réunira notamment le Conseil fédéral et des syndicats en novembre prochain. Notre tâche consistait, entre autres, à nous adresser de manière ciblée à des personnes touchées par la pauvreté à Bâle-Ville et à Bâle-Campagne, à leur expliquer notre démarche et à leur demander de répondre à deux questions. Nous leur avons garanti l'anonymat.

Le groupe de préparation a défini les deux questions que nous souhaitons leur poser, à savoir :

- 1. *Que pouvez-vous dire sur votre situation ?***
- 2. *D'après vous, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?***

Nous avons constaté à quel point il peut être difficile d'amener les personnes directement concernées par ce problème à s'exprimer sur leur situation, sur ce qu'elles trouvent injuste ou sur ce qui leur manque.

Des interrogations justifiées nous ont été opposées : « Qu'est-ce que cela nous apporte ? », « Qu'allez-vous faire de nos réponses ? » Les personnes consultées ont également exprimé la crainte que leurs déclarations orales ou écrites puissent être exploitées politiquement en leur défaveur.

Quasiment aucune des personnes que nous avons rencontrées n'attendait quelque chose de cette enquête ou de la manifestation du 25 août 2012. Elles nous ont dit que les choses ne sont pas prêtes de bouger et que, expérience faite, rien ne changerait pour elles. Ou alors qu'il y aurait encore plus de sanctions et de restrictions. C'est effectivement l'évolution actuelle du système et une réalité pour les personnes concernées. La protection des données était importante pour l'ensemble des participants. Nous leur avons promis de veiller au respect de l'anonymat et de reproduire fidèlement leurs témoignages.

Le résultat est déjà accablant et devrait faire réfléchir les lecteurs : une partie importante de la population – à savoir les personnes en situation de précarité, de pauvreté et d'exclusion – n'attend plus grand-chose, voire plus rien du tout, de la politique et de l'économie. Une partie importante ? Oui, car une personne sur sept est aujourd'hui menacée par la pauvreté en Suisse (voir Caritas des deux Bâle, 29.3.2012, et Union patronale suisse, 27.3.2012 : une personne sur treize est touchée par la pauvreté, soit 586 000 personnes). Si l'Union patronale suisse titre encore : « Moins de pauvreté en Suisse », le chiffre de 586 000 est considérable. Il est en outre incomplet, puisqu'il ne tient compte ni des personnes qui participent à des programmes de travail et d'occupation, ni de celles qui, par honte ou par peur, n'osent pas s'adresser à l'aide sociale. Le nombre total est donc bien plus élevé.

Nous aimerions que les personnes touchées par la pauvreté reçoivent une aide financière couvrant pleinement leurs besoins fondamentaux sans être exposées à des sanctions et que le principe de cette aide soit inscrit dans la Constitution fédérale. Nous aimerions aussi que les débats portant sur les abus de l'aide sociale cessent et que la protection des données soit garantie aux personnes touchées par la pauvreté.

Au nom des membres du groupe de préparation de la journée d'échange „ Ceux qui vivent la pauvreté prennent la parole „ du 25 août 2012,

Avji Sirmoglu et Christoph Ditzler
Bâle, le 31 mai 2012

Préface

En mars 2010 le Conseil Fédéral a publié son rapport : « Stratégie globale de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté » qui a été présenté lors d'une Conférence nationale à un large public en novembre 2010. À cette Conférence nationale « Lutter ensemble contre la pauvreté » des représentants de la Confédération, des cantons, des communes et des villes ont signé une déclaration commune dans laquelle ils se sont engagés entre autres : « à faire tous les deux ans un bilan sur l'impact des travaux réalisés dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. » Nous nous demandons ce qui a concrètement changé depuis pour les personnes qui vivent la pauvreté – pour les personnes qui sont les premières concernées dans cette stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ?

Déjà très tôt l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) a présenté une vue d'ensemble et un plan pour la première évaluation – le bilan 2012 - et c'est dans ce cadre, par exemple, qu'un groupe d'accompagnement a été mis sur pied. Début décembre 2011 un premier bilan intermédiaire a été réalisé en y associant tous les acteurs impliqués dans la stratégie. Ce bilan devait démontrer les priorités thématiques, les objectifs et les mesures mises en place ainsi que l'état de la mise en pratique de la stratégie nationale. Et nous nous demandons à nouveau où existent dans cette évaluation les personnes en situation de pauvreté, où sont-elles effectivement entendues et reconnues comme des actrices engagées de cette stratégie nationale ?

Actuellement se prépare la table ronde qui sous forme d'une plateforme de discussion clôturera le bilan 2012. À cette table ronde participeront trois personnes en tant que représentants « des personnes en situation de pauvreté » en Suisse. Mais est-ce suffisant pour que les préoccupations, les pensées et les expériences des personnes qui vivent la pauvreté au quotidien aient leur juste place dans l'évaluation de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté ?

Un combat efficace contre la pauvreté et l'exclusion sociale est impossible sans la contribution des personnes directement concernées. « Parlez avec nous, non pas sur nous – nous voulons décider et agir ensemble avec vous » disent-ils. Et c'est pourquoi les personnes en situation de pauvreté sont à considérer comme les plus importants partenaires dans la mise en œuvre de la stratégie nationale. Malheureusement rien n'a encore changé pour elles en Suisse ; les restrictions budgétaires augmentent au contraire, rendant plus fragiles encore les efforts de cette stratégie pour atteindre les plus pauvres !

Nous avons élaboré ensemble ces Cahiers pour permettre la prise de parole des personnes touchées par la pauvreté, pour les écouter et pour les lire, pour que leurs expériences et leurs réflexions soient reconnues et estimées comme contribution importante parmi tous les efforts investis dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale – une contribution qui dépasse largement le destin et l'expérience individuels. Une stratégie nationale de lutte contre la pauvreté doit être inspirée par les personnes qui vivent la pauvreté, leurs besoins et leurs expériences et elle doit intégrer ces personnes comme acteurs au même titre que tous les autres.

Au nom des membres du groupe de préparation de la journée d'échange du 25 août 2012
« Ceux qui vivent la pauvreté prennent la parole »

Lena Weissinger
Juni 2012

Témoignage 1

Femme, bientôt 60 ans, bénéficiaire de l'aide sociale, célibataire.

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

Je suis sans illusions. Je suis une femme et j'aurai 60 ans dans quelques années. J'ai perdu mon emploi à l'âge de 49 ans : un nouveau chef voulait voir de nouvelles têtes et a licencié plusieurs anciens collaborateurs en quelques années. Nous étions trop vieux ou trop chers pour lui et sa stratégie managériale. C'était quelqu'un d'extrêmement froid et calculateur, qui ne prenait pas de gants. Après beaucoup d'efforts et de difficultés, j'ai trouvé un nouveau travail, mais cela n'a pas duré. Plusieurs postes ont été supprimés et les tâches ont été réparties entre les collaborateurs restants. Je me suis ainsi retrouvée à devoir effectuer un 150 % alors que je travaillais à 100 %. Tout ça pour faire des économies. Les suppressions de postes ont continué. J'ai donc fini à l'ORP, qui a refusé de m'accorder le cours intensif d'anglais que je demandais. Le cours n'était pourtant pas cher. Je l'avais soigneusement choisi et il m'aurait bien aidé à l'époque pour trouver un nouveau travail. L'ORP prétendait qu'un tel cours relevait de ma responsabilité personnelle. Or, après plusieurs périodes de vaches maigres, mes économies étaient taries depuis longtemps. Je ne pouvais pas me payer ce cours. Je ne voulais pas non plus prendre un prêt, d'autant que je devais déjà assumer les frais d'un traitement dentaire urgent. J'ai écrit sans relâche : entre 100 et 150 candidatures par mois. Je cherchais un travail auprès de chacune de mes connaissances. Mais rien ne s'est présenté. Je m'entendais toujours répondre qu'il n'y avait pas de poste disponible, que j'étais trop âgée, que je ne maîtrisais pas suffisamment bien l'anglais ou que j'étais trop qualifiée... Je n'ai décroché que deux entretiens d'embauche sur toute la durée de mon inscription à l'ORP. Les responsables du personnel m'ont dit qu'ils avaient reçu de nombreuses autres candidatures, que la mienne leur semblait intéressante, mais qu'ils devaient encore voir d'autres candidats et qu'ils me contacteraient ultérieurement. Je n'ai rien vu venir.

C'est ainsi que je suis arrivée à l'aide sociale. Depuis lors, je vis très modestement. Les 960 francs de couverture des besoins de base sont vraiment un minimum. Les produits alimentaires et les loyers sont très chers à Bâle. Et il faut encore payer l'électricité. A Bâle-Ville, les bénéficiaires de l'aide sociale doivent prendre en charge 10 % des primes d'assurance-maladie. Le montant de la prime augmente avec l'âge et on doit payer soi-même la différence avec la limite fixée par le canton. Je ne peux pourtant pas changer de caisse-maladie : la mienne est sérieuse et je suis assurée auprès d'elle depuis des décennies. J'y ai au moins mes repères. Il y a déjà eu suffisamment de scandales sur les combines douteuses des caisses-maladie. Les primes par tête sont un non-sens et un accroc à la solidarité. Le montant des primes devrait dépendre des revenus. Les personnes aisées devraient payer des primes plus élevées et les personnes modestes des primes plus basses. Je ne peux plus me détendre, prendre des vacances ou changer d'air. Chaque franc compte. Je dois réfléchir à deux fois avant d'acheter un vêtement ou un produit d'hygiène si je veux pouvoir boucler mes fins de mois.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

Il faudrait instaurer un fonds social vers lequel les personnes touchées par la pauvreté puissent se tourner si elles ont besoin d'aide financière pour concrétiser un projet. Quelque chose qu'elles peuvent envisager concrètement et prendre à bras-le-corps. Ce serait tout à fait sensé. Les personnes qui se trouvent déjà dans une situation impossible pourraient ainsi s'aider elles-mêmes. J'avais personnellement beaucoup d'idées concrètes. Mais à qui les proposer ? Les uns ont peur des personnes trop indépendantes ou craignent pour leur marché secondaire du

travail ; les autres veulent constamment tourner les problèmes dans tous les sens. Avec tout ça, c'est la vie réelle que l'on perd de vue.

J'ai souvent l'impression que l'on a constamment affaire à des théoriciens abstraits, des bureaucrates et gratte-papiers qui produisent des statistiques, rédigent des analyses, formulent des recommandations, mais à condition que cela n'affecte pas leur petit confort ou n'empiète pas sur leur chasse gardée. Ce ne sont pas des gens courageux qui osent s'engager avec enthousiasme pour rendre le monde un peu plus juste. Ça parlote en long et en large, ça prend son temps, les arguments sont toujours très astucieux et édulcorés. Pour les personnes concernées, la meilleure chose serait peut-être qu'une plus grande partie de la classe moyenne se retrouve sans ressources. Une telle évolution est d'ailleurs à l'œuvre en Suisse, mais on préfère le taire, car en continuant à s'attaquer pareillement à la classe moyenne, on arrivera à des inégalités sociales violentes.

Que faire ? En tout cas, augmenter le montant de l'aide sociale pour que les gens puissent améliorer un peu leurs conditions de vie. Il y a urgence. A Bâle, le supplément d'intégration pour les personnes sans activité lucrative devrait être porté à 300 francs, comme le recommande la CSIAS. La part du loyer pour les personnes vivant seules doit d'urgence être augmentée à au moins 1050 francs sans les charges. Les personnes concernées, du moins beaucoup d'entre elles, trouvent des solutions de fortune. Elles ont un toit sur la tête, mais pas de logement digne de ce nom. Si le revenu de base est introduit, il ne doit ni se substituer aux assurances sociales existantes, ni être financé « de bas en haut », **mais bien « de haut en bas »**. Le financement absurde du revenu de base par une augmentation de 100 % de la TVA, c'est une blague, j'espère ? Ceux d'« en bas » sont déjà asphyxiés. J'espère qu'il reste encore quelques esprits sensés dans ce pays pour empêcher une chose pareille. Protection des données pour tous, exigibilité des droits sociaux constitutionnels, suppression de l'obligation d'entretien des membres de la famille et de l'obligation de rembourser l'aide sociale, pas d'encaissement des héritages par l'aide sociale, pas d'obligation de travailler, ni de sanctions, telles sont quelques-unes de mes demandes. Il faudrait aussi inscrire l'aide sociale dans la Constitution fédérale, **sans nivellement par le bas**.

Témoignage 2

Femme, séparée, en instance de divorce, un enfant (une fille de 9 ans), bénéficiaire de l'aide sociale, Suisse du Nord-Ouest.

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

L'amour m'a conduit ici, à Bâle, après une escale à Munich en venant de Hongrie. Notre fille (9 ans) est le fruit de cet amour, mais le mariage est malheureusement un échec. Depuis que notre mariage bat de l'aile, notre réseau social nous a communiqué plein de tuyaux et d'adresses pour toutes les questions qui peuvent se poser. D'autant que ce divorce dure depuis six ans maintenant.

Ce sont surtout des amis et des connaissances qui nous donnent tout l'appui possible, des gens qui ont déjà connu des situations similaires, en ont entendu parler ou ont des solutions à proposer.

Il m'a aussi fallu du temps avant d'entreprendre des démarches : je recevais déjà de l'argent de la Ville de Bâle et je ne voulais pas faire d'autres demandes, mais plutôt résoudre mes problèmes par moi-même. Cela ne m'a pas vraiment réussi.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

Mon conseil aux personnes touchées par la pauvreté ? Ne soyez pas si timides ! Ecoutez les conseils des autres, de vos connaissances et amis !

Adressez-vous aux centres de consultation qui pourront vous fournir les adresses importantes pour différents types de situation !

Les possibilités de se faire aider existent, mais il faut savoir saisir l'occasion. Alors les choses s'améliorent.

Remarque : ce qui serait vraiment bien, à mon avis, c'est de ne pas devoir explorer ces questions et ces possibilités par soi-même, mais d'être conseillé par des avocats ou par l'aide sociale elle-même. Cela épargnerait bien des nuits blanches, des difficultés et des incertitudes à de nombreuses personnes, qui pourraient ainsi mieux se concentrer sur l'éducation de leurs enfants, sur leur propre formation et sur la recherche d'un emploi.

Témoignage 3

Homme, 56 ans, bénéficiaire de l'aide sociale, un enfant (une fille aujourd'hui adulte, qui ne dépend pas de l'aide sociale, n'est pas touchée par la pauvreté et a une bonne formation).

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

Mon appartement d'une pièce est très mal situé : donnant directement sur les voies de chemin de fer, il est très exposé au bruit. Très exposé à la saleté aussi : la poussière de métal et la poussière dégagée par le passage des trains s'infiltrent partout. J'en retrouve jusque dans mon armoire à habits ! Je n'arrive plus à suivre avec les lessives. La nuit, les trains de marchandises font énormément de bruit et il est impossible de dormir correctement. Le trafic est incessant. Il y a aussi constamment des travaux sur les voies qui durent jusqu'aux premières heures du jour, vers 5 heures du matin. Mais l'aide sociale de Bâle-Ville ne prévoit qu'un loyer de 650 francs sans les charges pour les personnes seules. Or la ville attire de plus en plus de personnes aisées et très qualifiées qui viennent de l'extérieur. Presque tous les appartements un peu anciens et relativement abordables sont rénovés et loués à des loyers inabornables pour des personnes à l'aide sociale. Le marché du logement n'a quasiment plus rien à offrir pour ceux qui n'ont pas beaucoup d'argent.

En plus, l'aide sociale de Bâle-Ville a récemment décidé de ne payer un déménagement que si l'on emménage dans un logement meilleur marché. Dans les circonstances actuelles, c'est vraiment une blague. Bâle-Ville, qui n'est pas dans une situation difficile, aurait dû augmenter la part de loyer depuis longtemps. Nous parlons quand même d'une grande ville suisse et d'une capitale cantonale. Concrètement, cela veut dire que je ne peux plus déménager. A moins de toucher un salaire permettant de mener une vie normale, ce qui débloquerait évidemment la situation.

Le marché du travail est bouché pour les personnes plus âgées et moins qualifiées. Mon activité bénévole me permet de voir à quel point ce problème gagne en importance et les exigences auxquelles on soumet des demandeurs d'emploi alors même qu'on n'a rien à leur offrir. Les mécanismes de contrôle de l'ORP, de l'office AI et de l'aide sociale rendent les gens malades, en renforçant l'exclusion sociale et la méfiance dont ils font l'objet. Pourquoi ne contrôle-t-on pas les banques et les banquiers de la sorte ? Ce sont pourtant les spéculateurs qui conduisent les entreprises et les Etats de désastre en désastre.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

- Le monde politique devrait admettre qu'il n'y a plus suffisamment de travail pour tout le monde.
- La couverture des besoins vitaux devrait être augmentée d'au moins 30 %.
- L'adaptation au renchérissement devrait être garantie automatiquement chaque année.
- On devrait encourager les projets d'entraide des personnes touchées par la pauvreté. Des fonds devraient être prévus pour cela. Cela permettrait de développer l'activité bénévole utile, autonome et démocratique. Les gens pourraient ainsi structurer leurs journées et renforcer leur intégration sociale.
- Bâle-Ville devrait porter le supplément d'intégration à 300 francs, comme le recommande la CSIAS.
- Les *formations continues et les *reclassements devraient être accordés aux bénéficiaires de l'aide sociale qui en font la demande. Ces personnes sont les mieux placées pour savoir ce dont elles ont besoin et les emplois auxquels elles pourront postuler. D'une part, la capacité à trouver un emploi est clairement une question d'âge : les jeunes trouvent plus facilement quelque chose. D'autre part, ces personnes pourront

appliquer les connaissances* acquises dans des projets d'entraide et les transmettre à d'autres, pour le profit de tous.

- Le revenu de base est une idée intéressante. Mais il doit couvrir le minimum vital, être compris entre 3500 et 4000 francs et ne pas être imposable.
- Imposer les transactions boursières à 1-2 %.
- Exonérer les personnes touchées par la pauvreté de la redevance audiovisuelle.
- Offrir gratuitement l'abonnement aux transports publics (transport urbain et suburbain) aux personnes touchées par la pauvreté.
- Rendre exigibles les droits sociaux constitutionnels.
- Supprimer l'obligation d'entretien des membres de la famille et l'obligation de rembourser l'aide sociale.
- Pas d'obligation de travailler.
- Pas de sanctions.

Témoignage 4

Jeune homme, 26 ans, migrant. Paysan de profession, mais qui cherche ici à travailler comme auxiliaire. Habite en Suisse du Nord-Ouest.

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

Je ne trouve pas de travail, je suis jeune et je pourrais travailler comme auxiliaire. Dans une cuisine, une usine, un camp, une cantine ou sur un chantier de construction. Mais personne ne me donne ma chance. Je suis étranger. Cela ne fait pas si longtemps que je vis en Suisse, mais je sais déjà bien parler, lire et écrire l'allemand. J'ai le droit de travailler. J'ai appris l'allemand pendant plus de deux ans. Je n'ai que 26 ans, mais je ne sais pas comment aller de l'avant. Je n'ai pas de perspective. Je ne sais pas quoi faire.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

La Suisse pourrait aider toutes les personnes pauvres. C'est si difficile de trouver un appartement, en particulier lorsqu'on n'a pas beaucoup d'argent ou qu'on touche l'aide sociale. Les gens ne peuvent pourtant pas dormir ou vivre dans la rue. Pourquoi la Suisse ne donne-t-elle pas plus de fonds pour l'aide sociale, pour les pauvres ? Pourquoi n'y a-t-il pas de travail pour tous ? Y compris pour ceux qui ne font pas des choses très compliquées ?

La situation est difficile pour les migrants qui voudraient apprendre l'allemand, mais qui n'ont pas d'argent. Ils doivent parler l'allemand, et même bien le parler, mais ils ne peuvent pas se payer des cours. La Suisse devrait les aider, dans tous les cantons.

Témoignage 5

Femme, plus de 50 ans, Suisse du Nord-Ouest. Profession : vendeuse.

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

Etant touchée par la pauvreté et n'ayant pas beaucoup d'argent, j'ai été obligée de quitter l'appartement dans lequel j'ai vécu de nombreuses années. J'ai même dû changer de quartier. J'ai plus de 50 ans et je suis au chômage depuis longtemps : mes perspectives professionnelles sont donc inexistantes.

La dimension culturelle me manque, par exemple les voyages. Cela fait des années que je ne peux plus me le permettre. On est comme prisonnier de son logement et de son cadre de vie. Voyager était pour moi synonyme de repos, de découverte et d'inspiration. Aujourd'hui, je ne peux que rendre visite à de la famille en Suisse, et encore rarement.

Quand je pense au futur, cela me fait vraiment peur. Quel sera le montant de ma rente AVS ? Et pour toucher les prestations complémentaires, je serai à nouveau dans un rapport de sollicitation.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

L'important serait que les personnes en situation de précarité et de pauvreté puissent vivre dignement, sans subir les contrôles d'un système social qui engage des détectives sociaux, qui considère tout le monde avec méfiance, qui menace de sanctions, etc.

Des formations complémentaires devraient très rapidement être proposées lorsqu'une personne est au chômage. Le soutien doit être ciblé et ne devrait pas attendre que la personne arrive en fin de droit, car il est alors souvent déjà trop tard.

Les gens que le système social oblige à travailler sur le marché secondaire de l'emploi n'ont aucune chance sur le marché primaire. Tout le monde le sait, mais personne ne veut l'admettre. Le marché secondaire de l'emploi contribue à détruire les postes peu qualifiés sur le marché primaire. Cela fait disparaître des emplois qui existaient auparavant et offraient un salaire aux travailleurs.

C'est incompréhensible que, sachant tout cela, on continue de développer le marché secondaire. D'autant que cela coûte très cher à l'Etat.

Le marché secondaire de l'emploi devrait être fortement limité et n'exister que sous la forme de programme d'occupation pour les personnes qui en expriment *volontairement* le souhait.

Cela permettra de recréer des postes pour les travailleurs sur le marché primaire de l'emploi.

Témoignage 6

Homme, 36 ans, vit en couple, deux petits enfants, tributaire d'une rente AI, travaille dans un atelier protégé (intégration pour personnes en situation de handicap). Habite à Bâle.

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

Nous, notre famille, sommes dans une situation telle que nous arrivons à peine à tourner et ce n'est pas simple avec des enfants et l'AI. On avance cahin-caha.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

Nous avons besoin de plus de liberté pour pouvoir prendre des décisions. Même une personne tributaire de l'AI doit être en mesure d'élever ses enfants et bénéficier d'une situation financière moins précaire qui lui permette d'avoir une bonne vie avec les enfants. Ce qui serait bien aussi, c'est que les personnes tributaires de l'AI aient plus de liberté sur le marché du travail. Et enfin que nous ayons des salaires tels que nous ne fassions pas figure d'extraterrestres sur le marché primaire du travail.

Témoignage 7

Femme dans la cinquantaine, mère de deux enfants émancipés, sans emploi, touche l'aide sociale. Profil professionnel : activité dans la vente ou les soins. Suisse du Nord-Ouest.

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

Pour moi, c'est la catastrophe, parce que je dois arriver à payer les factures courantes. L'aide sociale n'assume pas grand-chose, je dois économiser chaque sou. Autrement dit : pour que je puisse payer mes factures, le frigo doit être pratiquement toujours vide. Note que j'économise partout où c'est possible.

Je suis furieuse parce que quand je parle de mes soucis à mon assistante sociale, elle me répond toujours la même chose : « C'est à vous de voir ». Jamais elle ne me donne le moindre tuyau. Ni pour me dire à qui je pourrais éventuellement encore m'adresser pour obtenir de l'aide, ni pour me conseiller ou me soutenir. J'ai tout le temps l'impression que son seul souci, c'est de me voir les talons aussi vite que possible.

L'argent de l'aide sociale ne suffit tout simplement pas. C'est trop peu pour vivre et trop pour mourir. Personne ne veut regarder cela en face. Chaque mois, je reste des jours et des jours sans rien à manger.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

Que l'aide sociale engage du personnel à la hauteur. Pas des employés de commerce éventuellement au bénéfice d'une formation complémentaire, non. Des gens qui ont vraiment la fibre sociale, de vrais travailleurs sociaux, qui ont plaisir à apporter une aide et ne nous menacent pas continuellement de sanctions. Il faudrait aussi régler rapidement les problèmes plutôt que de les laisser traîner une éternité au fond d'un tiroir. Cela fait des mois que j'attends un remboursement que l'aide sociale me doit.

Le montant de l'aide sociale doit être augmenté parce que maintenant, il ne suffit tout simplement pas. Ou alors que l'aide sociale prenne en charge le paiement de factures courantes, par exemple les factures d'électricité.

A Bâle-Ville, le montant du loyer admis pour une personne seule est de 667 francs net, c'est bien trop bas. En tous les cas, il est impossible de trouver un appartement à ce prix à Bâle. Surtout avec leurs exigences ! Selon eux, quand les enfants sont majeurs, même s'ils sont encore en apprentissage, un parent tributaire de l'aide sociale devrait déménager dans une pièce et les enfants, de leur côté, devraient prendre leur propre appartement ou louer une chambre. Et le comble de l'arrogance, c'est de me dire : « Quand un enfant vous rend visite dans l'appartement d'une pièce satisfaisant aux exigences de l'aide sociale, il n'a qu'à dormir par terre sur un matelas. » Les enfants à peine majeurs qui sont encore en formation ou qui font des études devraient pouvoir loger chez leurs parents même si ceux-ci touchent l'aide sociale. Il ne faut pas que des familles soient écartelées pour des motifs purement économiques et que chacun soit obligé de vivre dans un appartement d'une pièce. Si ce n'est pas un non sens ! A Bâle-Ville, c'est ainsi que l'on procède.

Nombre de personnes élevant seules leurs enfants, ou des couples séparés, des divorcés (surtout des femmes) ont plein d'histoires comme cela à raconter.

Témoignage 8

Homme, environ 35 ans, indépendant, vit dans la Suisse du Nord-Ouest.

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

Je suis furieux de voir que les primes d'assurance-maladie ne cessent d'augmenter, que c'est devenu un fardeau pour beaucoup de gens qui n'arrivent absolument plus à les payer. Moi je suis indépendant, mon entreprise est inscrite au registre du commerce et l'Etat ne cesse de m'envoyer des formulaires à remplir pour des raisons statistiques. Cela n'a aucun sens. De toute manière, la paperasserie ne cesse d'augmenter et il faudrait que j'engage un employé de commerce, mais je ne peux pas du tout me le payer. Je dois donc toujours renoncer à ce qui pourrait me soulager parce que c'est impossible financièrement.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer enfin la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

Le prix des transports publics (bus, tram, bateau, train) pourrait être réduit de moitié pour les personnes en situation de précarité ou de pauvreté. Cela les aiderait, car la mobilité c'est important, d'autant plus dans une telle situation. Ces personnes pourraient enfin rendre visite à leur parenté ou faire un tour dans la nature, etc.

Et puis on devrait introduire un quota applicable par les propriétaires qui louent des appartements ou les agences immobilières comme cela existe pour les employeurs, qui doivent respecter un pourcentage de tant de femmes, tant de personnes âgées et de jeunes.

Dès qu'ils auraient loué un certain nombre d'appartements, les agents immobiliers devraient être tenus de louer le reste à des personnes à la situation financière précaire.

Témoignage 9

Françoise: Je suis une femme de la région lausannoise. J'habite seule, avec mon chien. J'ai deux filles et un garçon adulte que j'ai élevé seule. Je suis grand-maman de 2 petits enfants. Depuis que j'ai fondé un foyer, mon revenu est d'environ 2400.- francs par mois. Ce revenu provient actuellement de ma rente AVS. Avant j'étais à l'AI et encore avant je travaillais en usine.

J'ai envie de vous dire que d'être pauvre ce n'est pas un cadeau, mais une infirmité que je n'ai pas demandée.

Je n'ai pas vécu la pauvreté matérielle enfant, mais dès le début de mon mariage. Mon mari à l'époque avait plein de dettes.

La pauvreté, j'ai été dedans. J'ai dû faire avec. Pour les enfants, il a fallu trouver des solutions, de l'argent pour bien vivre.

J'ai travaillé chez les gens pour ranger leur maison, j'ai fait des bureaux 2h le soir. Mon mari travaillait aussi mais ce n'était pas assez. Les enfants ont besoin d'autre chose que de monotonie. Des vacances, des loisirs...

Ce qui m'a beaucoup préoccupée, c'est que les enfants aient un métier. Avoir une formation pour briser la chaîne, trouver une stabilité.

Maintenant, je suis fière car mes 3 enfants ont un métier qu'ils aiment. Ils ont évolué dans le bon sens. Ils prennent des responsabilités. L'une est spécialisée dans la vente photo-radio-tv, l'autre est agent call-center et mon fils est chauffeur et carrossier.

Avec les soucis d'argent, j'étais très tendue dans l'éducation des enfants.

Une dame travaillant à la commune m'a parlé en 1979 de l'Association des Familles du Quart Monde. J'y suis allée seule. Ce n'était pas facile mais j'ai été bien accueillie. Il y avait beaucoup de mamans avec leurs enfants et l'on échangeait des recettes de cuisine. Depuis lors, je participe à diverses activités et j'aime rencontrer d'autres personnes avec des difficultés semblables et aussi apprendre de nouvelles choses.

La plupart du temps, je ne parle pas de ma vie privée. J'aime soigner ma présentation et je vis les jugements comme des humiliations. Pourquoi parce que je suis pauvre, je n'aurais pas le droit d'aller chez le coiffeur ou de me faire les ongles ou d'acheter des vêtements ? Pour les gens, je n'ai le droit de rien faire.

Il m'arrive de rester des semaines entières chez moi, sans voir personne. Parfois je dis : « Cette semaine, je suis chargée, j'ai beaucoup à faire alors que ce n'est pas vrai. Je n'ai juste plus le sou. »

Par chance, j'ai un chien. C'est ma conscience. Il me force à sortir. Lorsque je suis sortie, je n'ai plus envie de rentrer. J'aime être dans la forêt, marcher.

En principe, du 20 du mois au 4 du mois suivant (jour du versement de l'AVS), je n'ai plus d'argent. J'ai fait des réserves de pâtes. Je n'ai pas de dettes.

Ce que j'aimerais améliorer, c'est d'arrêter d'aider les autres, car cela ne m'apporte que de la misère, de la nervosité et je suis mal dans ma peau après. Les personnes que j'aide me bouffent mon espace. J'aimerais qu'on arrête de ne pas me respecter. Parfois, j'ai l'impression d'être là juste pour aider mais de ne pas pouvoir exister.

Témoignage 10

Marie – Lausanne: Je suis une femme mariée avec une fille en apprentissage qui vit à la maison. Je vis avec le minimum vital.

L'argent n'est pas le plus important dans la vie, mais quand il manque, c'est désastreux.

Pour survivre tous les mois, je fais très attention à mes dépenses. Je m'habille en 2^{ème} main, des habits superbes. Quand je vais en magasin, je regarde s'il y a des actions à 50% de réduction et je m'en tiens là. Je ne m'autorise pas le coiffeur, je me coupe les cheveux moi-même. Je n'achète pas de livres. Je prends des livres au Bibliobus (bibliothèque mobile). Je ne consomme pas d'alcool, je ne fume pas. Pour moi c'est une chance et je ne pourrais pas me le permettre au niveau finance. Chaque fois que je fais les courses, je trouve tout très cher. Comme si ce n'était pas pour moi.

Dans ma vie, j'ai fait beaucoup de sacrifices et j'ai toujours fait passer les autres avant moi. Je déteste l'injustice. Toute ma vie j'ai dû me battre moi-même et tout assumer. A force de m'être tellement souvent privée, je n'ai plus envie de rien. La vie ne m'a pas fait de cadeau. Même lorsqu'on veut m'aider, je dis « non », mais dans mon intérieur je dis « aidez-moi ».

Il y a du monde partout, mais je ne sens pas la chaleur humaine, je me sens très seule. La vie serait meilleure si les gens se tendaient plus la main, s'il y avait plus de compréhension.

J'ai remarqué qu'il y avait beaucoup de blabla... toujours les mêmes discours, rien n'avance, et pendant ce temps, les autorités, ceux qui décident ont toujours les mêmes bons salaires, qui leur permettent de vivre confortablement, de bien profiter avec leur famille, tandis que nous, nous devons vivre avec la crainte du lendemain. Nos revenus ne bougent pas, baissent même. J'aimerais plus d'égalité entre les gens.

Je trouve que l'idée d'un revenu de base non imposable pour tous est bienvenue. J'ai vu qu'il y a une initiative en ce moment qui est lancée, je suis pour.

Tout ce qui est santé, pas seulement la maladie, mais aussi les dents et les lunettes devraient être pris en charge à 100 %.

Aujourd'hui pour ceux qui n'ont pas de moyens, le dentiste c'est un luxe. Leurs dents s'abîment, et certains ne peuvent plus mâcher correctement et s'alimenter comme il faut, ce qui aggrave encore leur état de santé.

Ne pas pouvoir soigner ses dents, c'est une injustice, une dégradation, une atteinte à la personne, à sa dignité, aux droits de l'homme.

Témoignage 11

Jean-François: J'ai 62 ans, je suis à l'Al depuis 5 ans. Je suis vaudois, suisse d'origine et je vis seul.

Les gens comme moi qui ont juste 100.- ou 200.- francs au-dessus des normes (revenu minimum), nous n'avons rien pour nous dépanner, s'il y a un petit grain de sable.

Tous les trois mois, j'ai des médicaments à payer pour un montant de 216.- francs. On envoie la facture à l'assurance mais ce n'est que 3 à 5 semaines plus tard qu'on est remboursé. Comment je fais ? Je n'ai actuellement plus que 20 centimes en poche. On est jeudi et je ne reçois le versement de la rente de mon deuxième pilier que dans une semaine !

Une bonne partie des assurances nous oblige à payer directement les factures de médicaments, et ça c'est un vrai problème. Je n'ai pas pu quitter l'assurance, parce que je leur devais encore des sommes

Je vis avec 2100.- francs par mois, versés en deux fois et j'ai 800.- francs de loyer. On ne va pas loin. Un coup dur et on ne s'en sort plus.

Alors on va d'un endroit à un autre, et il n'y a jamais de solutions, on nous dit toujours qu'on est au-dessus des normes. Si j'étais à l'aide sociale, ils pourraient me dépanner, mais là, il n'y a rien. Ou on nous dit toujours d'attendre, ou „ça ira“... mais quand on vit dans la précarité, avec rien, les délais, ça pèse lourd !

Et rendez-vous compte, une personne touche 2000.- francs et l'autre 4000.- francs, mais elles doivent mener la même vie. Les prix sont les mêmes, pour nous, tout coûte alors deux fois plus. Face aux premières nécessités, l'inégalité est énorme.

Là j'ai un problème urgent, je n'ai plus rien, mais personne ne peut m'aider. On pousse les gens à faire des conneries. Je ne veux quand même pas aller voler ou aller mendier ! Des fois on a envie de se foutre en bas !

Il faudrait au plus vite créer un bureau, une permanence ouverte pour ces problèmes, pour les gens comme nous, qui ont le minimum, mais qui n'ont pas droit aux aides. Un dépannage de 50.- ou 100.- francs pour faire le joint, et qui permettrait de réagir de suite, par exemple un système d'avance avec une retenue sur notre rente.

Comment se fait-il que personne n'a pensé à une telle solution? Pourtant il y a des gens très intelligents. L'Etat a quand même ses responsabilités. Un fonds devrait être mis en place pour ces premières nécessités. Ce serait un système de dépannage, pas de la charité.

Vraiment c'est un problème, il faut en prendre conscience et faire quelque chose de toute urgence. Il faut le mettre en haut de la liste. C'est pas normal des trucs comme ça. Si j'étais élu politiquement j'en parlerais et je ferais quelque chose. Je suis prêt à parler et à aider à mettre en place un tel bureau de dépannage.

Témoignage 12

Laurette – canton de Fribourg : Je suis une jeune femme de 27 ans, maman de deux filles de cinq ans et demi et trois ans et demi, qui sont placées en foyer depuis qu'elles ont six mois.

J'ai suivi une formation de cuisinière durant trois ans. Cette formation m'a été proposée par l'AI alors que je venais de terminer mon cursus scolaire dans une classe de développement, qui est une classe où il y a peu d'élèves. Je suis allée dans cette section à cause de ma surdité, et le fait que je n'aie pas encore eu droit à des appareils auditifs m'a fermé beaucoup de portes au niveau professionnel.

J'aurais eu les capacités d'aller dans une section normale, mais j'aurais été dans une classe avec beaucoup d'élèves, et je n'aurais pas pu entendre l'institutrice.

Lorsque vers la fin de mon cursus scolaire, j'ai eu un rendez-vous avec l'orienteur professionnel et que je lui ai dit ce qui m'intéressait, il m'a répondu d'entrée que je ne serais pas capable de suivre la formation que je désirais, à cause de mon niveau. Cela m'a complètement fait baisser les bras.

Six mois après la fin de ma formation AI, j'attendais ma première fille. Vers le quatrième mois, je suis rentrée dans un foyer pour jeunes mamans, où ma fille est née prématurément. Lorsque ma fille allait mieux, j'ai demandé quand elle pouvait sortir de l'hôpital, les médecins m'ont dit qu'il fallait attendre l'autorisation du juge de paix et du service de l'enfance et de la jeunesse (SEJ). Lorsque ma fille est rentrée avec moi au foyer, j'étais surveillée au moindre geste que je faisais. Le seul point positif de ce foyer, c'est que j'ai pu avoir ma fille avec moi.

Quand ma fille a eu six mois, j'ai eu rendez-vous avec le juge, qui m'a dit que ma fille serait placée dans une pouponnière. J'ai eu beaucoup de peine à accuser le coup. Les éducatrices du foyer ne m'aidaient pas du tout moralement, elles me disaient que ma fille serait mieux dans un foyer qu'avec moi, et qu'on s'occuperait très bien de ma fille.

Un an après la naissance de ma première fille, j'étais enceinte de ma deuxième fille. Directement, j'ai eu un rendez-vous avec le juge, qui m'a dit que pour garder ma fille je devais aller dans un autre foyer, je l'ai donc fait. C'était exactement pareil : surveillée de très près, etc. Six mois après mon séjour dans ce foyer, les éducateurs ont trouvé que, financièrement parlant, ça n'allait plus du tout, et que je devais quitter le foyer. Ma deuxième fille a donc rejoint sa sœur à la pouponnière.

Face à cette situation, je suis tombée dans une profonde dépression, qui m'a valu trois hospitalisations.

Plusieurs fois j'ai cherché un appartement pour récupérer la garde de mes enfants, mais rien n'a fonctionné.

Au bout de ma troisième hospitalisation, on m'a proposé un nouveau foyer. Sur le moment j'avais des doutes, et pour finir j'ai accepté. On m'a dit que c'était seulement pour un an. J'ai eu du mal à les croire. Aujourd'hui je ne regrette pas d'être rentrée dans ce foyer, car pour la première fois j'ai trouvé un foyer qui croit en moi, qui m'a redonné confiance en moi, et des assistants qui m'ont dit la vérité. À ce jour, j'ai pu me sortir de la dépression, grâce à un foyer dans lequel je me sens bien, et qui ne m'a rien caché. Cela fait bientôt un an que je suis dans ce foyer, et je suis enfin à la recherche d'un appartement pour moi, pour accueillir mes enfants, pour que je puisse enfin récupérer la garde. J'ai régulièrement des réunions et des bilans pour avoir mes enfants plus souvent. J'espère pouvoir les récupérer un jour, avec l'aide de mon avocat. Je ne perds pas espoir. J'y crois encore !

Témoignage 13

Je m'appelle Mandarine, j'ai 23 ans, je suis née à la Chaux de Fond.

Quand j'ai eu un an, ma famille et moi sommes partis aux Açores. Comme on a eu des problèmes financiers là-bas, nous sommes revenus lorsque j'avais 9 ans. A notre retour en Suisse, nous avons habité dans un squat pendant un an, de ce fait, notre situation était compliquée, je n'ai pas été à l'école cette année là. Ensuite, nous avons pu déménager au Grand Saconnex, à Genève, j'ai pu être inscrite à l'école de la mairie, en 1ère Primaire. J'ai doublé une classe quand j'étais en 2ème Primaire. Quand j'ai eu 10 ans, mes parents ont divorcé. Je me suis retrouvée avec ma mère et mon petit frère, avec toujours des problèmes d'argent. De plus, sans le vouloir je me retrouvais porte-parole entre mes deux parents parce qu'ils ne pouvaient plus dialoguer directement. Avec le recul, je me dis que je portais de lourdes responsabilités, qu'un enfant n'aurait pas dû avoir. Donc, tout cela a fait que j'étais une adolescente instable et j'étais vraiment énervée contre tout le monde.

Au cycle, cela n'a pas suivi non plus. En 8ème année, par exemple, j'ai peut-être été 3 mois à l'école sur toute l'année. Comme j'avais des mauvaises notes et que j'étais considérée comme un cas social, parce que les gens ne cherchaient pas à comprendre pourquoi j'étais comme cela, j'ai fini dans une classe atelier, à 15 ans, aux Colombières, à Versoix. C'était une bonne expérience, mais on nous prenait tellement pour des imbéciles que l'on faisait la même chose avec les autres.

A 16 ans, on me demande ce que je veux faire comme métier et comme j'étais perdue à cette époque, on m'a envoyé au SCAI à Genève. Le SCAI, c'était pire. Quand j'y étais, dans ma tête, je me disais qu'il ne fallait pas que je reste là, qu'il fallait absolument que je parte de cet endroit. Je me disais que je n'étais pas une incapable, que j'étais capable de faire des choses. J'avais l'impression que le SCAI était juste un endroit pour nous « occuper », au lieu qu'on reste dans la rue à ne rien faire.

A l'époque, j'aurais préféré être dans la rue que là-bas, parce que cela a beaucoup diminué l'estime que j'avais de moi-même. Au SCAI, nous n'avions pas des *professeurs* mais des *éducateurs*. Qu'est-ce que cela voulait dire ?

Par la suite, j'ai pu décrocher un apprentissage à la Gainerie. La première année s'est bien passée, mais pendant ma deuxième année, l'entreprise a licencié 60% du personnel. Il faut donc imaginer la première image que j'ai eu du monde du travail.

Aussi, dans l'entreprise, je travaillais avec des produits toxiques, sans protection, donc j'ai commencé à avoir des problèmes de santé. Et comme dans ma vie privée, cela n'allait vraiment pas bien, je suis tombée malade psychologiquement. J'ai été en arrêt pendant un an. Après, j'ai fini au SEMO à Nyon, c'est là-bas que j'ai découvert un métier que j'aimais beaucoup : la logistique.

Je suis restée deux ans, mais j'ai eu des problèmes relationnels avec les employés, dus au fait que le patron avait dit qu'il licencierait certains d'entre eux lorsque je décrocherais mon C.F.C. C'était devenu la guerre au travail. J'ai essayé d'arranger les choses, mais je me sentais très seule et j'étais fatiguée de me battre. Je ne voulais pas retomber en dépression, donc je suis partie.

Finalement, tout au long de mon parcours, une de mes plus grandes hontes, et ce qui a fait que parfois c'était dur, c'est que je ne savais ni lire, ni écrire jusqu'à mes 20 ans. Quelqu'un de ma famille me tapait la tête contre la table quand je faisais des fautes. Depuis l'âge de 9 ans, et à l'école, on se moquait de moi parce que je n'y arrivais pas.

Mon parcours a été compliqué et aujourd'hui je me dis que tout cela n'est plus une honte mais une force pour avancer dans la vie.

Si j'avais le pouvoir d'améliorer les choses, tout d'abord, il faudrait un réel accompagnement des jeunes qui sont le plus en difficulté, par une personne neutre. Ni un professeur, ni un psychologue. En clair, une personne qui ne te juge pas, qui est là juste pour réfléchir avec toi , et dont tu es certain que tout ce que tu lui partageras ne jouera pas en ta défaveur pour ta scolarité. C'est ce qui m'a manqué quant j'étais à l'école.

Pendant la période de mon apprentissage, ce qui m'aurait aidée, c'est qu'on m'écoute. Tout simplement. Il fallait qu'on arrête de me considérer comme un robot. Nous devons prendre au sérieux les difficultés, les questions, les doutes des apprentis. Le commissaire d'apprentissage, en particulier, doit avoir le souci de soutenir le jeune plutôt que de l'ignorer et de répéter : *« Tu veux que je fasse quoi Mandarine ? Il faudra t'y faire, c'est comme ça le milieu du travail. »*

Réussir à s'exprimer c'est difficile, mais cela l'est d'autant plus quand personne ne veut t'écouter et te comprendre et ainsi lutter contre les injustices.

Témoignage 14

Martine : Je suis une femme de 55 ans, habitant à Lausanne. J'ai 3 enfants, 5 petits-enfants. Divorcée, j'ai été obligée de m'en sortir seule avec mes 3 enfants. Avec le divorce, j'ai eu une baisse de revenus et j'ai dû me résigner à aller demander l'aide sociale. Ce fut un choix très douloureux.

Dans les difficultés, je me suis trop souvent battue seule. C'est extrêmement épuisant, usant. Les parents seuls sont fragilisés et se retrouvent constamment dans la ligne de mire du SPJ, de la tutelle. Il faut prouver par A + B que tu es parfaitement capable d'élever tes enfants, de leur donner une bonne éducation, d'être attentif à leurs besoins.

Par manque de moyens, je n'ai pas pu reprendre une formation. Par la suite, j'ai suivi quelques cours qui ne m'ont pas donné la chance d'obtenir un emploi. La priorité a été donnée aux enfants, pour les nourrir bien, les habiller, les éduquer. C'est pour les loisirs, la culture, l'habillement, le prendre soin de soi que l'argent m'a fait le plus défaut.

A un moment donné, je n'avais plus confiance en moi. Je me décourageais vis-à-vis de l'ampleur de toutes les tâches ménagères. J'étais dans un sentiment d'isolement, d'impuissance. Nous avons besoin les uns des autres. Durant des moments de découragement, des personnes sont venues pour me donner un petit coup de main pour les nettoyages ainsi que l'organisation. C'était très important pour moi qu'elles s'adaptent à MA manière de ranger. Quand elles sont parties, j'ai gardé l'élan pour continuer les rangements.

Au niveau de la société, au niveau des services sociaux, il manque de l'empathie. Les assistants nous rencontrent à un certain moment de notre vie mais ne connaissent pas du tout tous les efforts qu'on a dû faire pour en arriver là, le chemin qu'on a parcouru. Ils ne tiennent pas compte de notre parcours de vie, de nos blessures, de nos rayures. L'aide des services sociaux et de la protection de la jeunesse sont importants mais dans un sens soutenant et non « fliquant ». Ca peut devenir une bonne source d'apprentissage de part et d'autre.

Il manque aussi des espaces de discussion pour pouvoir parler, extérioriser sa douleur, ses besoins sur le moment présent. Au service social, il y a quasi un réveil pour vous dire que le temps qui vous est imparti est écoulé, ou on vous dit qu'ici ce n'est pas un hôpital, ni chez un psy, qu'on n'est pas en mesure de résoudre certains de nos problèmes générant un stress et de l'angoisse. Ils se déresponsabilisent, se retranchent derrière leur fonction, nous ballottent de droite à gauche. Ils n'ont tout simplement pas le temps. Ils sont en dehors des réalités du coût de la vie qui n'a cessé d'augmenter pour les mêmes barèmes. C'est juste de la survie ! Toujours devoir composer avec le minimum du minimum dans tout ! Aucune marge de manœuvre, il faut toujours sacrifier quelque chose.

Il est urgent de changer de regard pour nous voir autrement qu'en assistés, en fainéants, en incapables. Ce n'est souvent pas un vrai choix de vie. C'est important de s'occuper en premier lieu des Suisses car notre pays a les richesses suffisantes pour que tout le monde vive bien. Mais il n'y a pas suffisamment de partage. On vit trop dans l'égoïsme, l'image, le paraître, l'égoïsme. Encore trop de différences sociales, d'injustices. Il est grand temps qu'on revienne à des valeurs un peu plus humaines...

J'existe en tant qu'être humain et personne n'a le droit de se moquer de moi, de m'écraser, de me dévaloriser. Souvent, on m'a laissé croire que je n'étais pas capable alors que si on m'avait fait plus confiance, j'aurais donné le meilleur de moi-même pour effectuer ma tâche. J'ai souvent juste besoin d'un petit coup de pouce au départ, pour me sentir en confiance, encouragée, valorisée.

Mais au fait c'est quoi le bonheur?

Témoignage 15

H.S.

Je viens d'une famille à problèmes. Mon père était alcoolique, ma mère co-dépendante. Je suis l'aîné, suivi d'une sœur de deux ans ma cadette et de deux frères plus jeunes. J'ai beaucoup souffert à cause de mon père qui, très tôt, m'a enlevé toute confiance en moi. Et puis j'ai été souvent battu.

J'ai fait un apprentissage de mécanicien dans une entreprise qui, en réalité, n'avait pas de maître d'apprentissage. J'ai donc dû pratiquement tout apprendre par moi-même dès que l'occasion se présentait, parce qu'en général, ils me considéraient surtout comme un manœuvre bon marché. Mon père connaissait la direction de l'entreprise et c'est lui qui m'avait trouvé une place là-bas. Quand, de retour à la maison, je racontais combien cela se passait mal, il faisait la sourde oreille. En conséquence, j'étais aussi chroniquement dépassé aux cours. A l'école des métiers, mes maîtres ont aussi remarqué que cela n'allait pas et ils ont invité mon père pour un entretien. Mais cela ne l'intéressait pas mon père et c'est ma mère, elle aussi surchargée, qui allait voir les maîtres. On parlait de me faire changer d'entreprise, ce qui ne s'est pourtant jamais fait. Mon examen de fin d'apprentissage a été l'horreur intégrale pour moi, bien que j'aie tout de même réussi. Tout de suite après, j'ai été engagé dans une entreprise qui n'offrait aucune perspective de développement. Mon travail était à l'avenant et j'étais mal payé. Comme cela allait de mal en pis avec mon père alcoolique, j'ai quitté la maison dès que j'ai touché ma première paye. Je me suis installé dans un studio meublé minable. A cette époque déjà, les épreuves endurées comme enfant et adolescent, puis jeune adulte, avaient fait de moi un grand dépressif : à quatorze ans, je cherchais déjà la consolation dans l'alcool. Puis survint la première récession. Avec mes dépressions et ma consommation d'alcool excessive, je me suis très vite trouvé à la rue. C'était la voie royale pour l'alcoolisme, je me suis mis à boire dès le matin. J'ai enchaîné les jobs mal payés, j'ai connu le mobbing et j'ai craqué plusieurs fois, ce qui m'a conduit à plusieurs reprises en hôpital psychiatrique. Là-bas, ils m'ont bourré de psychotropes. A 42 ans, j'ai fait une assez longue cure de désintoxication suivie d'une thérapie. Puis j'ai pris un nouveau départ dans une nouvelle ville. Mais là-bas, je ne connaissais personne. Depuis longtemps déjà, j'aurais aimé avoir une partenaire, mais je me sentais trop peu sûr de moi pour commencer une relation. La solitude et les accès de dépression m'ont fait rechuter dans l'alcool, Une fois de plus, j'ai tout perdu. Mon médecin m'a dit qu'il n'en pouvait plus de me voir me détruire. Maintenant, je touche une modeste rente AI et les PC, sur diagnostic de dépressions nerveuses. J'aurai 55 ans cette année. Je fréquente un groupe d'entraide des Alcooliques anonymes. J'ai un atelier dans lequel je répare de vieux vélos pour les vendre. C'est un travail difficile qui ne rapporte rien parce que nous vivons dans une société du tout à jeter : les gens préfèrent acheter un vélo bon marché fabriqué en Chine plutôt qu'un bon vélo d'occasion. C'est pourtant un boulot qui fait sens pour moi. A mes yeux, la pauvreté, ce n'est pas seulement une vie pénible avec peu d'argent, mais l'isolement. Je ne le constate pas seulement chez moi, mais chez nombre d'autres personnes disposant d'un bon revenu. Je trouve que la société se déshumanise à grands pas et que les valeurs humaines ne sont plus définies qu'à l'aune d'un matérialisme pur et dur. Plein de gens ne tiennent pas le coup dans cette société de la performance. Ils sont même de plus en plus nombreux et on prétend que c'est de leur faute. Je ne sais pas comment ça va continuer. Je trouve que l'humanité va de plus en plus droit dans le mur. Il faudrait vraiment un changement des valeurs humaines !

Témoignage 16

Laurence – canton de Vaud : J'ai 28 ans et je vis chez ma maman en Suisse romande. Mon papa s'est suicidé l'année de mes 12 ans, j'ai alors vécu avec ma mère et son deuxième mari.

Puis, lorsque j'ai fini l'école, j'ai commencé à chercher des places de stage pour faire un apprentissage d'aide vétérinaire. On m'a toujours refusée à cause de mon manque d'expérience ou de diplômes. Personne ne m'aidait à rédiger mes lettres et je me suis découragée. Si bien qu'à mes 18 ans, j'ai fait un mariage arrangé pour l'argent. Mon mari me donnait toujours de quoi vivre, pour ça, il a été correct. A cette même époque, j'ai fait des petits boulots de nettoyage et de gardiennage d'enfants. Parfois, mon mari était violent verbalement avec moi, lorsqu'il avait bu. Si bien qu'après 6 ans de mariage, dès qu'il a eu les papiers suisses, nous nous sommes divorcés. Je suis alors partie vivre chez mes grands-parents, puis chez mes tantes. A mes 26 ans je suis retournée chez ma maman.

Pour moi, ce qui me pose problème actuellement, c'est de ne pas avoir un vrai travail comme tout le monde. Depuis presque une année maintenant je travaille en atelier protégé. J'ai touché le RI à plusieurs reprises et maintenant encore. De plus mon médecin a fait une demande AI pour moi. Maintenant je me sens bien et j'ai beaucoup changé. Je suis valorisée et on m'a même dit lors d'un bilan que j'étais une personne précieuse pour l'endroit où je travaille. Mais ça n'a pas toujours été comme ça ; durant la période où je cherchais une place de stage, je ne savais pas où me tourner car j'étais très réservée. J'étais fâchée, révoltée face aux difficultés que je rencontrais.

Maintenant je me sens bien entourée. C'est moi-même qui m'en suis sortie, un jour, j'ai décidé que je me ferais suivre et j'ai pris rendez-vous avec un psychiatre. Il a alors transmis mon dossier à l'hôpital et c'est comme ça, de fil en aiguille, que je me suis retrouvée en atelier protégé et bien entourée. Quant à ma maman, elle a toujours pris du temps pour m'écouter. Avec mes tantes, c'était plus difficile. Pour me faire du bien, je vais voir des matchs de hockey et là, je ne pense plus à mes problèmes du tout.

Ce qu'il aurait fallu, pour changer un peu le cours de ma vie, c'est un meilleur soutien alors que je terminais l'école. Quelqu'un qui me montre comment faire, comment écrire des lettres. Il aurait aussi fallu que l'on me donne une chance pour un stage. Car à force de recevoir des réponses négatives, j'ai basté. Mais j'ai quand même envie de dire aux jeunes qu'il ne faut pas désespérer et que moi-même j'espère encore trouver un vrai travail un jour.

Un autre problème a été que la première fois que j'ai fini au social, je suis tombée sur une assistante sociale qui ne m'a rien proposé, aucune formation, aucun cours, rien, juste l'ORP, et là, rien non plus. Depuis, j'ai changé 3 fois d'assistante sociale et maintenant, avec celle que j'ai, ça va bien. C'est important quand ça va bien avec, quand elles sont humaines. Le fait que je touche bientôt l'AI me donne l'espoir qu'ils me permettront de faire une formation.

Témoignage 17

Je m'appelle C., je vis en Suisse romande, je suis mère de famille de 4 enfants et je me trouve actuellement en réinsertion professionnelle.

Les charges aujourd'hui sont tellement énormes que l'on doit faire un choix : soit manger, soit payer les factures.

Mais il y a aussi la pauvreté de l'esprit: le manque de respect.

Par exemple les attitudes vis à vis des gens qui n'arrivent plus à payer leurs factures. Il y a des gens qui en tombent malade.

Quand tu vis la pauvreté, les repas sont toujours la même chose. On va faire un régime à base de pâte, de riz, de polenta. Les légumes et la viande, quand c'est possible...

La pauvreté, c'est un vice de la société. Le pouvoir d'achat a tellement baissé qu'avant on remplissait un caddie avec 100 francs, maintenant ce n'est plus possible.

Les salaires ne suivent pas. Les patrons ont trop de pouvoir : si on ne rentre pas dans le moule, on prend vite la porte. Le chômage, on n'y a droit qu'une année. Et après ? Maintenant on dit qu'il y a moins de chômage... Bien sûr ! Les gens atterrissent tous à l'aide sociale ! De toute façon, tout ce qui est statistique, ça ne correspond pas du tout à la réalité.

Pour moi, disons que tout est difficile, ce n'est pas uniquement la nourriture. Avec la pauvreté, on rentre dans un cercle vicieux, voilà. Mon fils a besoin de souliers, qu'est-ce que je fais ? Mon fils aimerait tellement qu'on aille faire une activité en famille, mais ce n'est pas possible !

Il y a beaucoup de choses inaccessibles pour les gens qui ont peu de revenus. Pour les enfants, cela provoque des discriminations à l'école. Si les personnes ont une certaine façon de vivre, ça déplaît, parce qu'on ne rentre pas dans le moule. Et les enfants en souffrent. Les professeurs n'y sont pas préparés. Alors à l'école, ça ne se passe pas toujours bien, et ça démotive mon fils.

Quand on nous a collé une étiquette sur le front, ça suit les familles entières et les générations suivantes. Parce que « c'est le fils de... » ou « c'est le petit-fils de... »

La pauvreté n'est pas du tout évidente à gérer. Il faut être un peu philosophe ! Il faut faire face à l'incompréhension des gens. Vivre et laisser vivre, pour autant qu'on ne dérange pas autrui. Chaque personne a sa façon de vivre, mais quand on est pauvre on n'est pas respecté. Si une personne a envie de vivre d'une certaine façon et qu'elle se sent bien comme ça, il faut la laisser. Moi, le jour où je n'aurai plus à faire aux assistantes sociales, je vais pouvoir enfin respirer, parce qu'on nous a mis une telle pression que je la vis au quotidien. Et quand tu as des blessures ouvertes depuis si longtemps, et qu'on te dit « mais madame il faut oublier », tu te dis : « Vous ne l'avez pas vécu ! » Ces blessures sont très difficiles à refermer. Elles sont là. Tu dois faire avec.

Pour les services sociaux, si tu veux, on n'est qu'un numéro ou pas loin de ça...

Je suis dans une réinsertion de l'AI et ce n'est pas facile. Certaines personnes ont toujours des remarques à me faire. Je vais te raconter une histoire : On m'a proposé de faire des cours d'ordinateur, j'étais super contente. Une dame m'a proposé de faire aussi les cours de tricot, volontiers ! Cette dame m'a dit que je pourrais acheter de la laine et me faire un beau pull. J'ai pensé : super ! En plus j'ai vu un très beau modèle que j'avais bien envie de faire. Lorsque ma référente a su que je voulais acheter de la laine, elle m'a dit que ce n'était pas dans mes moyens et que je ne pouvais plus retourner au cours de tricot ! Je lui ai dit qu'elle faisait de la discrimination et qu'elle se mêlait de ma vie privée. Si j'ai envie de m'acheter de la laine, c'est mon problème. Alors moi, folle de rage, j'ai quand même acheté la laine et j'ai fait mon pull ! Pas parce que j'en ai les moyens, mais pour réagir à son comportement inadéquat.

Ce n'est pas parce qu'on a une étiquette écrite « pauvre » sur le front qu'on n'a pas le droit de se faire plaisir ! La pauvreté, c'est aussi cela. J'appelle ça la pauvreté d'esprit. Tout le monde a

besoin de s'épanouir, sinon ça ne va plus. Pour qu'une personne puisse sortir de la dépression, ou quelque chose comme ça, il faut qu'elle puisse s'épanouir, il faut qu'elle puisse faire ce qu'elle aime. Sinon on ne fait que la maintenir dans le mal être.

Si vous êtes pauvres, vous n'avez pas à dépenser de l'argent de façon inutile. Bien sûr on aurait préféré que je paie une facture avec cet argent... Mais moi je dis : nom d'une pipe ! Lorsque tu as une mauvaise estime de toi et que tu réussis à faire quelques chose dans un atelier, alors tu te sens épanouie !

Cela, il y a en a qui ne l'ont pas compris : Tu n'as plus droit aux loisirs.

Moi, la pauvreté, ce n'est pas un choix que j'ai fait, moi, j'ai décidé quelque part de vivre.

Malheureusement, des gens ont le don de venir t'empoisonner, ou bien d'abuser de ta confiance, de ta naïveté. Parce que toi, tu vas leur apporter du bonheur... et on profite de toi !

Le problème avec ce genre de référents, c'est qu'ils ont le pouvoir de décision sur nous, sur notre vie, parce que leurs rapports sont décisifs pour obtenir une place de travail ou pas.

Témoignage 18

Témoignage de F. en Suisse romande

La dureté du quotidien

Moi je m'appelle F. Je ne suis pas au chômage, je n'ai pas de boulot, ni l'Al, ni ne suis sous tutelle. Je ne suis qu'avec ma rente de veuve et je fais avec. De ma rente de veuve, il y a 890 francs qui partent tous les mois pour mon loyer. Heureusement, parce que sinon je serais dans la rue. Et puis avec ce qui reste je fais ce que je dois faire. Il y a d'autres factures que je dois payer. Le service social ne veut pas m'aider, parce que je reçois 1400 francs, plus 400 francs. Mais 400 francs partent aux poursuites. Parce que je suis aussi aux poursuites. Ça je le dis franchement. C'est l'Office des poursuites qui me retire de l'argent pour payer des choses. 400 francs quoi. Depuis Zurich. Et puis avec le reste de ma rente de veuve, 510 francs pour le mois, je dois faire avec. Alors il faut aussi que je m'habille, que je mange. J'ai deux animaux, il faut que je les nourrisse. Alors avec ça, il ne reste pas grand-chose à la fin du mois. Les fins du mois sont pour moi aussi difficiles. C'est très dur même.

Pour que ça change?

Déjà les sociaux, pourquoi ils ne m'aident pas ? Parce que je reçois 1400francs? Ils devraient changer le plafond du minimum vital. Déjà ça : que chacun puisse être logé et avoir le minimum vital. Moi j'ai 510 francs pour vivre le mois.

Pour les gens qui sont dehors, il faut aussi que ça change.

Mais il n'y a rien qui se fait. Rien du tout. On ne voit rien bouger. En tout cas à Yverdon. Alors on ne sait plus comment faire, nous, pour finir. On a essayé de faire quelque chose pour les gens à la rue, mais ça n'a pas marché. Je ne sais pas comment on devrait faire. Une manifestation...

Les lunettes? Je n'y suis plus retournée.

Moi j'ai mes lunettes qui sont cassées. J'ai été une fois seulement, je n'y suis plus retournée, parce que ça me coûte quand même 230 francs pour les faire réparer. Alors je les laisse avec ce machin au milieu du nez (un sparadrap), C'est l'horreur, mais je n'y arrive pas. Je ne peux pas, Faut faire comment ? Il y a la réponse à tout ça ?

Témoignage 19

Témoignage de J. en Suisse romande

Les gens à la rue il faut que ça change !

Moi je suis J., j'ai 53 ans. Je suis d'Yverdon. Je connais la misère parce que je suis à la misère aussi. Il n'y a personne pour nous aider. J'aimerais bien que ça change aussi vis-à-vis des gens qui sont à la rue. J'avais écrit à la protection civile que quand il fait comme ça froid, pourquoi ils n'ouvraient pas leurs abris ? Ils ne m'ont jamais répondu. C'est inadmissible de laisser des gens dehors. Moi j'ai fait l'expérience de dormir dans la rue, avec P, pour voir ce que c'était. Pour me mettre à la place des gens. Il n'y en a pas beaucoup qui aurait fait ça.

On est aussi dans la misère, mais on essaye d'aider les autres

Quand il y a eu le bâtiment qui a explosé à Yverdon, F. et moi on a demandé où on pouvait donner des trucs. Et il y a une éducatrice de rue qui nous a dit « mettez ça à la poubelle ! » C'est pas normal. Et puis les travailleurs sociaux, ils laissent même les gens qui sont en fin de vie dans la rue. On connaissait quelqu'un qui avait un cancer, nous, on ne savait pas, il nous a tout caché. Et puis un jour, on a vu qu'il avait vraiment baissé. Alors quand on a vu l'éducatrice de rue on s'est engueulées. On lui a dit, dans mes paroles, « franchement faites quelque chose ! Il va mourir dans la rue ! C'est incroyable ! C'est impensable... » Alors elle l'a fait marcher, au lieu d'appeler l'ambulance, mais il n'arrivait déjà presque plus à marcher. C'est inadmissible.

Même sous tutelle on a notre mot à dire

Et puis les moyens financiers ? Quand vous êtes à l'Al, moi je suis sous tutelle. Elle me donne 300.- francs par semaine, donc ça me fait payer ma carte lessive, mes habits et tout. Je fais comment ? Je n'arrive pas. Ma petite fille, elle peut le confirmer. Au 1er avril j'ai du lui demander des sous à ma tutrice. Elle me les a presque refusés. Moi il fallait que je donne quelque chose à ma petite fille pour Pâques, que j'aille chez le coiffeur ! Et puis on n'a même pas le droit de voir les comptes. Ce n'est pas normal. Elle me fait signer une fois par année. Elle ne m'explique même pas ce que c'est, rien. Il y a un moment en plus on était deux. Ça fait 150 francs par semaine. Les dépenses courantes comme l'eau, l'électricité et le loyer, ça c'est eux qui paient. Encore heureux. Et puis je lui ai demandé pour chercher un autre appartement, parce que c'est bruyant comme pas possible. Elle me dit : « t'es bien où tu es ». Il faudrait faire quelque chose, une pétition... Se faire entendre par les autorités.

Ce que je voudrais qui change

Au moins que tout le monde ait à manger. Les cartons du cœur on y a droit qu'une fois par année, et puis il y en a qui en ont comme ils veulent. Que tous ceux qui sont dans la misère aient la même chose que ceux qui ont à manger tous les jours. Il y a encore des familles entières qui ont faim. Qu'on leur donne à manger. J'ai connu quelques jours où je ne mange pas, et F. la même chose. Ma chance c'est d'avoir mon amie F., et qu'on s'aide entre les deux. Moi j'ai le permis et je ne pourrais jamais me permettre d'avoir une voiture. Bon c'est vrai que moi à présent j'ai un ordinateur. Encore heureux. Ça me permet de parler avec les gens parce que j'ai beaucoup d'amis en France. Au lieu de se téléphoner, on s'écrit. Avant, ça me coûtait quand même 75 francs de téléphone par mois.

Se soigner les dents, avoir des lunettes, fini terminé !

Pour les frais de santé, pour faire les dents, ça fait 5 devis que je suis allée faire et j'attends toujours. Ils ne paient plus les lunettes non plus. C'est fini, terminé. Alors ceux qui ont mal aux yeux, ils font comment ? Avant, ils payaient une partie. L'autre jour je suis allée voir ma tutrice pour lui dire que j'avais besoin de lunettes. Elle m'a dit : « t'as le temps ».

Témoignage 20

Je m'appelle P., je vis dans le canton de Fribourg, je suis mariée à Y. depuis passé 30 ans, nous avons 3 enfants et 5 petits enfants.

Maintenant la vie devient de plus en plus dure

Ça fait deux ans et demi qu'on attend l'AI de mon mari, ça n'a toujours pas été résolu. Bon, parce qu'il a une jambe qui a été coupée et maintenant, depuis l'année passée, il n'a plus d'orteils à l'autre jambe. Il a dû être opéré une deuxième fois. Et puis maintenant on attend toujours.

Si je n'étais pas bien tombée au service social... c'est vrai, comme dans d'autres services sociaux... Mais au service social, la personne qui s'occupe de nous maintenant est très compétente. Elle m'a trouvé un petit boulot que j'ai dû arrêter au bout d'une année parce que mon contrat était fini. C'était un contrat de 3 en 3 mois, et là j'ai pu faire une année mais au bout d'un certain temps on doit arrêter. C'est dommage parce que c'était à 500 mètres d'ici, et je m'y plaisais bien. Pour le moment il n'y a pas eu d'autres propositions et puis ça va être très dur à mon âge de trouver quelque chose.

Et pour l'AI de Y. je ne sais pas ce qui bloque

Une fois il devait aller à Sion parce que... je ne sais pas quoi, après c'était à Lausanne et maintenant ils ont envoyé le dossier au docteur d'ici. Et puis soit disant maintenant ça va aller vite... Mais vite, vite... Ça fait deux ans et demi qu'on l'a demandée, l'AI ! Je ne comprends pas. En plus on a tout envoyé. Tout était au clair, tout était bien. Nous, maintenant ça fait depuis le mois de janvier que l'on n'a rien reçu. On ne sait pas... en janvier on nous a envoyé une lettre comme quoi il allait devoir signer des papiers chez le docteur ici. Maintenant on ne sait absolument plus rien du tout.

Quand on va recevoir le rétroactif de l'AI c'est eux qui vont se servir en premier

L'assistante sociale nous donne une aide. Enfin, pas donnée... mais prêtée. Mais quand on va recevoir le rétroactif de l'AI, c'est eux, les services sociaux, qui vont se servir en premier. Ils vont prendre ce qu'ils nous ont prêté. Pour nous, rembourser, ça va quand même, parce qu'on a cette assistante sociale qui nous aide. **Elle est très compréhensive, je peux discuter avec**, si j'ai des soucis, si il y a un problème je peux lui téléphoner, lui dire qu'il y a ci, qu'il y a ça... et alors elle fait le nécessaire. On est bien tombé, elle est très compréhensive. Mais c'est pas toujours comme ça. La première fois qu'on a dû aller au social, quand il s'est fait licencié, on ne s'entendait pas avec l'assistante sociale. Elle voulait tout ramasser. Elle voulait tout l'argent. On ne pouvait pas garder quelque chose pour nous. Et puis bon, à chaque fois il y avait quelque chose qui n'allait pas. Alors que là, je peux tout lui dire, je peux donner mes factures sans avoir à toujours m'expliquer. Il y a toujours deux ou trois factures. Il y a toujours, par exemple, les soins à domicile (qui sont très importants pour lui) et l'assurance maladie. Bon l'assurance, ils règlent directement là-bas. Et puis il y a les factures de la pharmacie, parce que des fois ce n'est pas pris en considération.

Les soins à domicile c'est à notre charge. Elle, elle envoie... je ne sais pas comment ils font, mais moi je reçois la facture des soins à domicile et puis elle, elle fait le nécessaire.

Que tout le monde ait le droit d'aller chez le médecin

Il faudrait qu'on paie moins, surtout les assurances. Et puis que tout le monde ait le droit d'aller chez le médecin, d'aller à l'hôpital. Il y a des gens qui sont tellement dans la misère qu'ils n'osent pas y aller. Moi je dis : on a vu des gens sous des ponts. Mais le Suisse il est fier et il ne veut pas l'admettre. Il est fier et il ne veut pas montrer qu'il vit mal. **C'est une pauvreté qui est cachée. Camouflée même.**

Témoignage 21

Je m'appelle Y., j'ai 56 ans et j'habite dans le canton de Fribourg. J'attends l'Al.

Il ne faut pas être malade

Moi j'ai été mis à la porte comme un malhonnête, au bout de 30 ans, parce que j'étais malade et ça ne convenait plus. Je ne pouvais plus conduire comme avant et ça ne leur a pas convenu. Alors il ne faut pas être malade.

Après je n'ai plus trouvé de travail. Bon, j'ai été au chômage. Et puis le chômage c' était deux ans, c'est pas comme dans le temps, où on était au chômage jusqu'à retrouver du travail. Durant ces 2 ans je n'ai pas retrouvé de travail, et après j'ai eu ce pépin de santé et puis voilà quoi.

Laisser la place aux jeunes, il ne faut pas être des égoïstes

Les patrons aujourd'hui ils veulent mettre la retraite à 67 ans alors qu'il y a je ne sais pas combien de temps qu'il y a des jeunes au chômage. Pourquoi on ne met pas la retraite à 62 ans ? On entend dire que c'est parce que ça coûte cher. C'est pas vrai. Qu'on laisse la place aux jeunes qui sont dans le besoin, qui ont une formation. Il ne faut pas être des égoïstes. Tous les jeunes qui sont en apprentissage, c'est très bien, mais on ne leur laisse pas le choix. On demande cinq ans d'expérience et tout ça. Comment ils peuvent avoir cinq ans d'expériences si on ne leur laisse pas le choix de leur formation ? C'est pour ça qu'il y a de la violence et tout ça. Pour les jeunes qui sont à l'école, qui sont en apprentissage c'est déjà difficile, mais pour ceux qui, en plus, ne vont pas à l'école, ça ne va pas du tout. **Il faut donner un coup de main aux « cancre » , comme on disait dans le temps.** Faut leur donner un coup de main. C'est à dire des cours d'appuis, par exemple.

Si la maitresse ne le veut pas on l'envoie loin de chez nous

Des années en arrière, les maitresses n'en faisaient pas des cours d'appuis. Pour mon fils la maitresse nous avait envoyé un mot en nous disant que ça n'allait pas et puis tout en discutant avec P. (c'était quand même lui qui était syndic et président de la commission scolaire), ils décidèrent de l'envoyer dans un centre pédagogique à Estavayer.

Pour la rentrée scolaire, il a pu revenir ici mais parce que c'était une autre maitresse et qui avait bien voulu le prendre. Ah, mais c'est comme ça, si la maitresse ne le veut pas on l'envoie loin de chez nous ! Il avait les notes, il avait tout, mais ça, ils s'en fichaient. Après, elle disait que c'était parce qu'elle avait trop de gamins à l'école... elle en avait 16 ! Elle voulait pas s'en occuper, c'est tout. Jamais elle le questionnait.

Je ne sais pas comment les personnes âgées font

Et puis on devrait pouvoir payer moins d'assurance maladie, parce que maintenant ça devient des prix exorbitants. Je ne sais pas comment les personnes âgées elles font pour payer quand elles ont leur petite retraite. Je ne sais pas comment ils font, parce que, alors, il faudrait déjà baisser ça, les assurances, les impôts et puis les charges.

Témoignage 22

Anonymisé, Suisse du Nord-Ouest.

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

Aide-toi toi-même, sinon personne ne t'aidera.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

Il ne faudrait pas mettre de bâtons dans les roues des personnes touchées par la pauvreté.

Témoignage 23

K.M. a 33 ans, elle est divorcée et tributaire de l'aide sociale. Mme M. vit avec ses trois enfants (5, 9 et 12 ans) dans un modeste quatre pièces. Une fois par semaine, elle assume une tâche de conciergerie. Son ex-mari est originaire de Tunisie. Jusqu'il y a peu, elle était soignée pour dépression. Elle est encore fragile et craint une rechute. Comme Mme M. était en surpoids, elle a dû subir une opération l'année dernière (by-pass gastrique). K.M. a une formation d'employée de maison.

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

Le va-et-vient constant entre l'aide sociale et le travail n'est pas une chose simple. Je dois céder presque tout le salaire touché pour mon emploi temporaire à temps partiel à l'aide sociale. Cela me rend dingue ! Je préférerais de loin aller travailler comme je le faisais avant. Mais seule avec trois enfants en âge scolaire, cela ne va pas. En fait je n'aimerais pas dépendre de l'Etat, mais pouvoir être autonome.

Les enfants aussi doivent se serrer la ceinture. Par exemple, ma fille de 12 ans va à un cours de danse, un cours que l'aide sociale ne paie qu'en partie. Et puis ma fille doit prendre des cours particuliers parce qu'elle souffre de dyscalculie. Elle a beau être sur la liste d'attente de l'école, je ne peux quand même pas assumer le coût d'une enseignante pour des leçons privées.

Inutile de rêver de vacances ou d'un séjour à l'étranger. Or la parenté vit en Tunisie, ce serait très important pour les enfants qu'ils aient de nouveau la possibilité de leur rendre visite.

Je suis aussi fâchée parce qu'il y a deux ans, l'aide sociale m'a supprimé l'allocation parentale d'éducation sans le moindre avertissement. Je me suis ainsi retrouvée en grande difficulté. En plus, l'aide sociale m'a déduit le montant de l'assurance complémentaire de mon allocation de base. Maintenant, je n'ai plus d'assurance complémentaire puisque le service de l'aide sociale ne paie plus cette prestation.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

En tout premier lieu, il faudrait regarder plus attentivement quelle est la situation des gens qui vivent dans la pauvreté et créer un climat de confiance. Moi, je n'avais pas un bon contact avec l'assistante qui s'occupait de mon cas.

Ensuite il faudrait que les loyers soient moins élevés. Pas seulement à Bâle, mais partout en Suisse, les loyers de personnes en situation de précarité devraient être bien plus bas.

Il devrait y avoir davantage d'écoles à horaire continu pour soulager les parents élevant seuls leurs enfants.

Témoignage 24

H.I. a 67 ans. Il est tombé d'un toit il y a environ 20 ans et depuis lors, il ne peut plus travailler. Pendant six ans, il a marché avec des béquilles. Par la suite, il a été intégré dans un atelier protégé. H.I. a perdu son travail et a dû recourir à l'aide sociale pendant quelques mois jusqu'à ce que l'AI ait rendu sa décision. Depuis deux ans, la rente AVS couplée aux PC a pris le relais de la rente AI. H.I. est très dépendant de l'administration, ce qui le fâche et lui cause une angoisse quasi permanente.

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

Malgré les traitements dus à l'accident et à un zona qui n'en finit pas, je me sens en meilleure santé. Je dois cependant aller régulièrement à des séances d'acupuncture parce que j'ai mal au dos.

Ma situation financière représente un très gros souci. Les impôts sont beaucoup trop élevés (23 % selon H. I. Note de la rédaction : en comparaison intercantonale, l'impôt est très élevé à Bâle). A cela s'ajoute qu'en tant que personne vivant seule, je dois payer 1100 francs de loyer.

En fait, j'aimerais bien aller une fois à Ischia, une île près de Naples où il y a des sources et la mer qui seraient extrêmement importantes pour ma santé. Pour le moment, c'est réservé à des gens plus importants que moi. Si j'avais l'argent, j'y serais allé depuis longtemps.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

Pourquoi me donnent-ils des PC si c'est pour me les reprendre tout de suite après parce que les impôts sont si élevés ? Dans ces conditions, les PC ne me servent à rien du tout. Il me faut absolument un allègement d'impôt. (H.I. a encore un arriéré d'impôt d'environ 2800 francs, montant qu'il n'arrive en fait pas à payer. A cela s'ajoute qu'en vertu d'un arrêt du Tribunal fédéral, l'octroi de remise d'impôt n'est plus autorisé. Renseignement donné par le service bâlois de médiation le 20 mars 2012).

J'aimerais que les gens soient plus sincères et plus contents, voilà qui m'aiderait. Je serais aussi très heureux de ne pas toujours dépendre des autres. Ce serait une immense satisfaction pour moi.

A mon avis, la question du niveau de vie est beaucoup trop compliquée. Surtout en ce qui concerne le contact avec l'administration (l'administration fiscale, le service des PC, ceux de l'entretien du téléphone, les bureaux de la caisse-maladie, etc.)

C'est toujours difficile de savoir comment s'y prendre. Ça devrait être bien plus simple.

Témoignage 25

Valentine – canton de Vaud

Je n'ai pas de formation, je suis sortie de l'école à 11 ans et très tôt j'ai commencé à travailler dans le restaurant que tenaient mes parents. A l'école, j'étais la tête à claques, donc je fuguais. Nous étions alors en Espagne. A 15 ans, j'ai été mariée et à 16 ans j'ai eu mon premier fils. Mon enfance n'a pas été facile.... Mais j'estime m'en sortir plutôt bien. A 22 ans j'ai divorcé, et puis je me suis débrouillée avec plein de petits boulots jusqu'à enfin obtenir un vrai travail à la poste.

Je ne supporte pas l'injustice. Cela fait deux ans que j'essaie de m'en sortir du mieux que je peux, mais on m'enfoncé.

Depuis 2003 je touche une rente AI de la poste à 50% suite à des problèmes de santé. Durant 16 ans j'ai travaillé à la poste en offrant de bons et loyaux services, j'ai même obtenu des primes. Sans formation, j'ai lutté pour obtenir ce poste et j'étais bien dans ce travail. Il y a eu un changement de chef et les problèmes ont commencé. Mon caractère dérangeait, ils se sont alors « débarrassés » de moi en me mettant en retraite anticipée, ce que je n'ai pas choisi. Moi, j'aurais souhaité continuer. J'avais un bon salaire de Fr. 4300.- et suis passée à Fr. 2043.- A ce moment-là, mon loyer était de Fr. 1250.- et j'avais encore mes deux enfants à la maison. Je n'avais aucune aide financière, ce n'était pas possible de s'en sortir. Petit à petit j'ai accumulé des dettes. J'ai des poursuites, et ça me bloque pour tout, pour trouver un autre logement, même pour un simple travail, on m'a refusée pour ces raisons.

C'est pas une vie, j'ai pas de perspectives, je suis bloquée dans tout et n' ai pas de moyens. Je n'ai plus envie de vivre dans ces conditions, mais je suis toujours là !

Quand les occasions se présentent, je suis là à donner des coups de mains, bénévolement, j'aime me rendre utile, je suis serviable.

Je n'ai jamais profité du système, j'ai toujours fait les choses correctement. Je paie mes impôts, même pour mes chiens, je paie ma retraite, mais je n'arrive pas à m'en sortir. C'est pas normal, je n'ai droit à aucune aide, à rien, pas de prestations complémentaires. J'ai juste mes Fr. 2000.- pour me débrouiller. Une assistante sociale vient à la maison une fois par mois pour m'aider à m'organiser avec mes facture et ce service m'est facturé .

Et là je viens de vivre une injustice, c'est tellement fort, j'ai de la peine à en parler, les larmes me viennent. J'ai pris le bus avec mes deux chiens et je me suis fait contrôler. J'ai présenté mon ticket, mais je n'avais pas de tickets pour mes chiens. Pour ça, j'ai reçu une amende de Fr. 170.-, c'est révoltant !

Les transports en bus sont gratuits pour les poussettes, les enfants jusqu'à l'âge de 6 ans, les chats dans leurs caisses. Franchement, les transports publics ça ne devrait pas être payant pour les chiens. Pour un trajet de 5 arrêts, je devrais payer avec mes chiens Fr. 6.80 donc Fr. 13.- aller-retour, ça dépasse mes moyens .

J'ai très peu de moyens, donc pas de loisirs. Mes deux chiens m'apportent beaucoup, c'est un soutien dans ma vie. C'est inadmissible que même simplement se déplacer en ville ça devient un problème, je n'arrive pas à tout faire à pied, et ma chienne a déjà un certain âge.

Témoignage 26

Anonymisé

Que pouvez-vous dire sur votre situation ?

J'ai eu une vie bien remplie – j'ai vécu 30 ans à l'Est et 30 à l'Ouest. **J'ai constaté que rien ne compte plus que le travail. Une personne qui a un emploi et la santé peut réaliser le principal pour elle et pour sa famille. Le travail est source de satisfaction et de sécurité.**

Toute personne ayant un minimum de fierté et d'estime de soi ne peut que se sentir honteuse, humiliée et incomprise dans cette situation. Est-ce vraiment cela le capitalisme censé assurer aux gens la prospérité et une vie digne ?

En Suisse, il y a aujourd'hui **deux formes de vie** :

- Il y a ceux **qui travaillent trop** : ceux qui ont un emploi triment comme des bêtes. La concurrence est rude. Ils semblent indispensables, mais la réalité montre qu'ils ne sont pas irremplaçables, même les meilleurs. Quand on n'a plus besoin d'eux, on les remplace. Ils ont de l'argent, mais n'ont souvent pas le temps de le dépenser.
- Les **conséquences** sont nombreuses : stress, hypertension, infarctus, maladies psychiques, vie familiale inexistante, divorces, enfants fragilisés et stressés.
- Et il y a ceux qui n'ont **pas de travail** : ceux-là doivent quémander un emploi. La plupart du temps, leurs candidatures leur sont renvoyées par retour de courrier. Ils essuient refus sur refus, sont parfois rabaissés et exclus. Beaucoup ont à peine les moyens de se nourrir et de payer leurs assurances, etc.
- Les **conséquences** sont les mêmes.

A l'heure actuelle, il est difficile d'avoir un **rythme de travail et de vie sain**. Les malades psychiques n'ont jamais été aussi nombreux. Je ne cesse de me demander qui est gagnant dans tout ça.

Un bon départ

J'ai effectué ma scolarité en Hongrie, où j'ai suivi une bonne formation. J'ai ensuite appris l'allemand en Suisse. Je remercie le Bon Dieu des facultés dont il m'a pourvue. Je n'aurais jamais imaginé devenir un cas social. Mais il a suffi d'un divorce, d'avoir été mère au foyer pendant des années, pour que la roue tourne.

Cas social

Pour beaucoup, être un « cas social », c'est être un « raté » !!

Les « cas sociaux » ont la réputation de ne pas vouloir travailler, d'être des bons à rien et de vivre aux crochets de l'Etat et de la société. Croyez-moi, pour une personne en bonne santé, cette situation n'a rien d'enviable.

Ma situation actuelle

Dieu merci, j'ai encore un fils et trois amis fidèles. Tous les autres ont pris leurs distances. J'ai l'impression qu'ils ont honte de moi et ne veulent pas se montrer en ma compagnie. C'est comme si j'avais la peste, ils ont peur que ça leur arrive aussi et m'évitent. En plus, quand on n'a pas d'argent, on n'est plus invité nulle part. Avec de l'argent, on est quelqu'un, mais sans, on n'est personne.

Je « peux » rester à la maison toute la journée, aller de temps en temps faire des courses en espérant ne pas tomber sur une connaissance ou un voisin qui ne manquera pas de me poser

la même question, à laquelle je réponds toujours la même chose : « Non, je n'ai toujours pas trouvé de boulot... » Cela fait longtemps que je me promène plutôt la nuit. En journée, je porte des lunettes et un casque de vélo pour que personne ne me reconnaisse. Au final, je m'isole encore plus.

A propos du mobbing

Tous les employeurs prétendent qu'il n'y a pas de mobbing dans leur entreprise. Mais lorsque ça arrive, c'est toujours la victime (souvent de longue date) qui doit partir. Les auteurs du harcèlement persistent généralement encore pendant plusieurs années avant que ça n'aille vraiment plus et qu'il faille trouver une solution. Dans le passé, on ne parlait pas de « mobbing ». Mais aujourd'hui, on préfère « mobber » que de risquer de perdre son job.

La pauvreté en Suisse

Il y a beaucoup de pauvres en Suisse dont on ne parle pas. Pour beaucoup, la Suisse est synonyme de richesse. Mais j'ai vu des personnes âgées fouiller les poubelles pour se nourrir. Elles ne font pas appel aux services sociaux parce qu'elles ne veulent pas qu'on leur retire le peu qu'il leur reste (comme une vieille maison délabrée).

Questions

Pourquoi l'Etat ne donne-t-il pas une chance aux Suisses qui veulent travailler ? Le travail est ce qu'il y a de plus important dans la vie.

Pourquoi les personnes âgées sont-elles discriminées dans notre société ? Ici, c'est presque une honte d'être vieux. Pourtant, ce sont les personnes âgées qui ont fait de la Suisse ce qu'elle est aujourd'hui, grâce à leurs connaissances et à leur travail.

Pourquoi repousse-t-on l'âge de la retraite alors qu'il y a des gens qui ne trouvent pas de travail malgré toute leur bonne volonté ?

Mes perspectives d'avenir

J'aimerais pouvoir travailler huit ou huit heures et demie par jour, puis profiter de ma soirée. Aller au lit, fatiguée, mais heureuse, et me lever le lendemain pour aller au travail. Je n'ai pas encore abandonné l'espoir de trouver du travail. Si ça ne marche pas, j'essayerai de prendre une retraite anticipée dans deux ans, en espérant que je tiendrai jusque-là sans que ces longues années de chômage ne me privent complètement de ma santé et de ma raison.

D'après vous, que pourrait-on faire pour améliorer enfin la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

Tout le monde devrait avoir droit au travail, au moins à suffisamment de travail pour gagner sa vie et nourrir sa famille. Ce serait vraiment social. Avoir un travail honnête pour gagner sa vie honnêtement. Ce serait une aide précieuse pour tous ceux qui sont soutenus financièrement pas le chômage ou l'aide sociale.

1. Employer les fonds de l'assurance-chômage de manière ponctuelle et ciblée

A mon avis, l'assurance-chômage ne sert pas à grand-chose. Ceux qui ont une bonne formation, un âge acceptable et ont travaillé sans interruption n'ont aucun problème à retrouver un emploi. Ils sont faciles à recaser, et les sociétés de placement en profitent.

Mais pour les personnes plus âgées et plus difficiles à placer, le « soutien » ne se sert à rien puisqu'il ne leur permet pas de retrouver un emploi. Il faudrait leur accorder cette aide temporaire (moyens financiers et aide au placement) jusqu'à ce qu'elles retrouvent un emploi fixe.

2. Supprimer les cours et les programmes d'occupation

Je trouve inutiles tous les **cours de perfectionnement et de reclassement** proposés aux chômeurs. On est obligé de les suivre pour obtenir une indemnité de chômage.

Un exemple concret :

Les cours d'informatique donnés par la société Scheidegger, qui ont une réputation désastreuse auprès des employeurs. J'ai dû suivre des formations Word et Excel et des cours de comptabilité dans cette société. Tout ça pour constater que ces cours étaient très mal vus par les employeurs potentiels !

Les **programmes d'occupation** n'apportent rien aux chômeurs sans problèmes de santé. Les gens sont « occupés » pendant un certain temps, avant d'en revenir au même point, à savoir nulle part.

Un exemple concret :

Pendant six mois, j'ai été assistante RH dans un atelier en Argovie, à raison de huit heures et demie par jour. Après deux semaines, je pouvais déjà accomplir de nombreuses tâches en toute indépendance. Mais cette expérience ne m'a servi à rien. Je n'ai aucune chance de trouver un emploi de ce type sur le marché du travail. Pour être engagée comme assistante RH dans une entreprise, il faut une formation adéquate (qui nécessite deux à quatre ans d'expérience professionnelle) ou au moins quatre à cinq années d'expérience dans ce domaine.

Entre-temps, j'ai accumulé les diplômes, mais je n'ai toujours pas trouvé de travail.

3. Faire des économies salariales en remettant en question ou supprimant les emplois dans les ORP et les services d'action sociale

Tous les interlocuteurs des autorités cantonales auxquels j'ai eu affaire au fil de mes années de chômage m'ont fait des promesses creuses. Aucune proposition concrète ni aide active qui m'aurait aidé à avancer ne fût-ce qu'un peu. Certains m'ont proposé d'appeler les personnes à qui j'avais envoyé ma candidature afin d'user de leur influence. Au début, j'ai accepté, jusqu'à ce que je me rende compte que ça jouait contre moi. Cela donne l'impression que je suis une candidate sans autonomie et qui est si difficile à placer qu'elle a besoin d'être « soutenue » de cette manière.

4. Créer des sociétés de placement pour les plus de 45 ans, pour des emplois temporaires et fixes

Comment un collaborateur fraîchement diplômé peut-il apprécier du haut de ses 23 ans ce qu'une personne disposant d'une expérience professionnelle (!) et de la vie est capable de faire ? Les plus de 45 ans devraient bénéficier d'un soutien spécifique et avoir la chance de prouver ce dont ils sont capables. Les personnes plus âgées sont volontaires, fiables, constants, endurants et loyaux : des qualités qui les distinguent de la jeune génération.

5. Investir dans les entreprises existantes

On pourrait dépenser cet argent de manière beaucoup plus intelligente et efficace.

Par exemple dans une introduction solide aux différents domaines de travail, directement au sein des entreprises qui ont des postes vacants.

De cette manière, on sait rapidement si une personne fait l'affaire ou non. Et si une personne ne convient pas pour un travail donné, il faudrait lui donner une chance sérieuse (si c'est possible) dans une autre division de l'entreprise.

Commentaire

Je reçois toujours les mêmes réponses types : « Après examen de votre candidature, nous sommes au regret de vous informer que nous ne pouvons vous proposer le poste mis au concours. Parmi les nombreuses candidatures reçues, certaines correspondaient en effet mieux à nos exigences. »

Je n'en peux plus d'être sur- ou sous-qualifiée, ou pas qualifiée comme il faut. En plus, mon âge joue aussi en ma défaveur, et le fait que je n'ai pas suivi ma formation en Suisse. A chaque refus, je me sens un peu plus mal, car chaque refus est un échec de plus.

Personne n'est bête – mais on nous prend pour des imbéciles.

Les demandeurs d'emploi sont des adultes, qui ont une formation, des connaissances et de l'expérience. Tout ce que nous demandons, c'est d'avoir la chance de **gagner notre vie**. Je veux travailler et suis prête à accepter le premier boulot qu'on m'offrira. Je souhaite faire à nouveau partie de la société et retrouver ma joie de vivre.

Témoignage 27

J'ai 42 ans et touche une rente AI pour cause de maladie psychique. J'ai aussi droit à des prestations complémentaires sans lesquelles je ne survivrais pas.

Pas de richesse sans pauvreté

J'ai toujours assez à manger et je peux payer mes factures mensuelles fixes. Mais si je dois faire face à des dépenses inattendues, c'est tout de suite la galère. Je veux à tout prix éviter de m'endetter. Je peux toutefois faire quelques économies au niveau de la nourriture en jeûnant un jour ou deux de temps en temps. Mais même en jeûnant, je ne parviens pas à répondre à mes besoins et à réaliser mes souhaits, ce qui m'aiderait pourtant à guérir. Il est deux fois plus difficile de me battre pour faire reconnaître mes besoins à cause de la double stigmatisation dont je suis victime en tant que malade psychique et en tant que pauvre.

J'aimerais être considérée avant tout comme une personne par ceux qui, en fonction de l'« urgence politique » et de la situation économique, lancent régulièrement de nouvelles idées, soi-disant en faveur des allocataires de l'AI. Après, nous devons partager ce point de vue et leur être reconnaissants pour les « chances » qui nous sont offertes. Ils jouent avec les chiffres, calculent combien nous pouvons coûter au maximum et décident sur cette base ce qui est bon pour notre santé, ce qui est censé nous motiver, si nous sommes capables de travailler et si nous fraudons l'assurance.

Nous avons les mêmes besoins de base que les personnes qui disposent de plus de moyens. Mais au-delà de ces besoins de base, chaque personne est différente et a besoin d'autre chose pour assurer son bien-être. Ce serait bien qu'on en tienne compte. Car personne ne remet ça en question pour les personnes en bonne santé qui travaillent !

J'en ai marre de toujours devoir prouver que je vaudrais bien telle ou telle dépense ! Par exemple, il me faut une expertise d'un dentiste pour décider si « ça vaut la peine » de soigner mes caries ou s'il ne vaudrait pas mieux m'arracher toutes les dents tout de suite pour diminuer les frais.

Nous sommes invalides, des personnes sans valeur, nulles. Nous n'avons pas voix au chapitre alors que ça nous « concerne ». Nous ne sommes pas maîtres de notre vie quotidienne. Il en va de même pour les pauvres. J'aimerais pour une fois prendre une décision pour tous les riches : vous pouvez nous être reconnaissants, car sans pauvreté, il n'y aurait pas de richesse. Renvoyez-nous l'ascenseur, diminuez la part que vous vous êtes prise sur le dos des pauvres ! **Laissez-nous choisir** une formation pour les fonctionnaires, les politiciens, les banquiers et tous ceux dont nous dépendons, car nous subissons tous les jours leur manque de compétences sociales et d'humanité. C'est nous qui décidons désormais ce qui est bon pour vous !

Témoignage 28

Je m'appelle M.V., j'ai trois fils, qui ne peuvent pas vivre que d'amour et d'eau fraîche, même si je tente de compenser nos problèmes financiers en entourant mes fils de beaucoup d'amour.

Que peux-tu dire sur ta situation ?

Pour l'instant, j'arrive tout juste à payer mes factures, mais souvent en toute dernière minute. Je dois tout calculer au franc près. Je touche une rente AI.

Je passe des nuits blanches quand je dois élaborer une stratégie parce que je viens de recevoir une facture trop élevée. Qu'est-ce que je peux repousser ? Qu'est-ce que je peux cuisiner pour épargner un peu sur les frais de ménage ?

Avec la fin de la réduction des primes de la caisse maladie, je viens de subir une augmentation de 100 % de mes primes. En gros, je paye 400 francs de prime en plus, mais je ne reçois que 100 francs supplémentaires des PC pour compenser. Je ne vous fais pas un dessin.

Je me sens stigmatisée. Nous avons un toit au-dessus de nos têtes, nous avons à manger et nous allons bien en tant que citoyens de la riche Suisse.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

Un instant, laisse-moi rêver un peu.

- Une Suisse sociale, avec du personnel formé dans les bons postes en politique, les autorités, etc.
- Pas de mesures d'économies au détriment des enfants et de leurs mères.
- Rendre les cours de musique, le foot, etc. accessibles à tous les enfants. Egalité des chances !!!!
- Un calcul réaliste des besoins vitaux par l'AI et l'aide sociale.
- Du personnel formé aux questions psychologiques dans les services sociaux et à l'AI.

Explication :

Les gens qui font appel à l'aide sociale sont des gens dans le besoin qui subissent une pression énorme. Pour la société, ce ne sont rien de plus que des ratés. Comment ces personnes peuvent-elles mettre tous leurs efforts dans la recherche d'un emploi quand les services sociaux leur enlèvent le peu de dignité qu'il leur reste ? Personne ne veut d'un abonnement à l'aide sociale comme cadeau d'anniversaire !!!

C'est la même chose pour les allocataires de l'AI. Je n'ai pas demandé à avoir mal en permanence et, cerise sur le gâteau, à me retrouver avec six vis dans le dos. Et pourtant on a l'impression d'avoir tout raté. On m'a même déjà traitée de parasite social !

- Il faut changer notre façon de voir. Nous avons un système social qui emploie des collaborateurs trop souvent antisociaux.
- La Suisse doit ouvrir les yeux sur la misère de ses citoyens.

Il y aurait bien d'autres choses à dire, mais une de mes nuits n'y suffirait pas.

Témoignage 29

Anonymisé

Que peux-tu dire sur ta situation ?

Les hauts et les bas financiers font partie de mon quotidien. Sortir de cette impasse n'est possible que si on a pu mettre de l'argent de côté, ce qui n'est hélas pas mon cas. J'en suis de nouveau à compter chaque centime et à fixer des priorités. Il y a des choses dont on ne peut tout simplement pas se passer. Je ne mange pas de viande par exemple. Mais je mange des produits laitiers, des légumes, etc. et je suis toujours étonnée de voir que c'est justement les aliments bons pour la santé qui sont si chers. Et s'ils viennent de Suisse, on peut les regarder, mais en acheter est hors de question. Ma fille a besoin de viande de temps en temps et elle aime les fruits, mais ça aussi c'est souvent trop cher. Je ne cesse de calculer et de dire non à ma fille, qu'on ne peut pas se le permettre. Elle ne peut pas non plus faire de sport, etc., parce que c'est trop cher – c'est de plus en plus difficile à comprendre pour elle qui n'a que 13 ans. J'ai souvent des insomnies, je me tourne et retourne dans mon lit : comment vais-je payer les factures ? laquelle faut-il payer d'abord ? Oh non, elles sont toutes pour tout de suite !! J'ai déjà dû en repousser une du mois dernier. Il est illusoire d'espérer que ça ira mieux le mois prochain. Mes nerfs en prennent un coup, et c'est clair que mon corps réagit : mon système immunitaire est affaibli et je viens de développer une pneumonie (il fallait que ça arrive maintenant). Je voulais acheter des médicaments, mais impossible, je n'ai pas de quoi payer ! UN VÉRITABLE CERCLE VICIEUX. C'est triste que cette pauvreté soit autorisée. On a des lois pour tout. Pour moi, la loi c'est « garder la tête hors de l'eau » !

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

Il faudrait considérer les prestations supplémentaires comme absolument nécessaires et comme un droit de l'homme et ne pas les remettre en question. Une autre proposition serait de verser une somme élevée à chacun afin que les pauvres puissent rejoindre la classe moyenne. Ce serait aussi bénéfique pour l'économie. Tout le monde n'a pas la chance d'hériter. N'oublions pas : pauvreté = risque de pauvreté pour les descendants !

Témoignage 30

A.O., Horgen, canton de Zurich

Que peux-tu dire sur ta situation ?

Je suis dans une situation très tendue et très triste. Mon amie paralysée a dû être transférée d'urgence au centre pour paraplégiques de Balgrist le 6 janvier 2012. Elle y est restée plus d'un mois. Elle a ensuite bénéficié de soins de transition dans le home pour personnes âgées Serata à Thalwil jusqu'à ce que son nouveau fauteuil roulant soit fabriqué. Dieu merci, nous sommes à nouveau ensemble depuis une semaine. Mais comme l'appartement n'est pas adapté aux fauteuils roulants, tout est très compliqué. Je suis complètement dépassée par les soins à effectuer, parce que l'association d'aide et de soins à domicile n'a pas encore eu le temps de m'aider.

En ce qui concerne ma situation : les prestations complémentaires n'ont plus été augmentées depuis douze ans. A cause de ce plafonnement, 1100 francs par mois sont accordés pour le loyer au maximum. Mais pour 1100 francs, on ne trouve même pas une collocation dans l'agglomération de Zurich. De nombreux retraités vivent depuis des décennies dans le même appartement. Des logements ouvriers ont par exemple récemment été rénovés (nouvelle salle de bain, nouvelle cuisine, plus grand balcon). Résultat : les loyers ont augmenté parfois de 80 à 100 %. Je n'ai souvent pas de quoi m'offrir un repas simple et équilibré. J'ai aussi des problèmes de santé et je ne rajeunis pas. Le droit aux moyens auxiliaires est bien plus limité à l'AVS qu'à l'AI, même si on a dû payer des cotisations à l'AI pendant qu'on travaillait. Les pays voisins ne font pas de différence d'âge pour les moyens auxiliaires. Tout le monde a droit à la même chose. Cela fait 24 ans que je m'occupe de mon amie paralysée. Grâce à mon activité bénévole, j'ai épargné au fisc du canton de Zurich plus d'un million de francs. Pour cette activité souvent épuisante, je n'ai pas droit à la moindre déduction d'impôt ni à la moindre indemnité. Si nous habitions en Allemagne, je pourrais déduire chaque mois 1700 francs de mon revenu imposable, et en Autriche, 1800 francs. Si c'était pareil en Suisse, je pourrais au moins partir une fois en vacances chaque année ou m'offrir un petit plaisir. On offre des déductions fiscales aux riches, mais il n'y a plus rien pour ceux qui font faire des économies au contribuable. Le séjour en institution de soin de mon amie a coûté environ 13 000 francs par mois en PC (contribuable), caisse-maladie, financement des soins (en vigueur depuis le 1.1.2011) et autres frais financés par la rente AVS, une mini-pension et l'API. Ceux qui s'occupent dans leur ménage de personnes ayant besoin de soins ne reçoivent pas un centime. Et même si j'étais dédommée financièrement, cet argent ne me reviendrait pas, car il serait déduit de mes PC. Je le répète, dans notre pays riche, les rentiers AVS au bénéfice de PC sont dans une situation financière très délicate. Il n'y a pas de volonté politique d'améliorer la situation financière des rentiers AVS. En ce qui concerne l'allocation pour impotent, un rentier AVS qui tombe gravement malade ne touche que la moitié du montant perçu par un rentier AI dans la même situation. Je ne suis pas un cas particulier. Il y a beaucoup de gens qui prennent soin et s'occupent de leurs proches et ne les envoient pas en home.

J'espère que ces quelques lignes vous auront donné une idée de cette situation préoccupante.

Témoignage 31

Homme de 50 ans, divorcé, père de quatre enfants. Il a travaillé comme manoeuvre et comme conducteur de tram. Reçoit l'aide sociale. Région nord-ouest de la Suisse.

Que peux-tu dire sur ta situation actuelle ?

Je reçois l'aide sociale. La situation n'est pas la meilleure. On nous maintient financièrement au strict minimum. Par exemple : J'ai besoin de nouvelles lunettes, des verres plus forts et une nouvelle monture, car j'ai une allergie à la matière de ma monture. Je dois me battre, jusqu'à ce que j'obtienne mes lunettes. Jusqu'à ce que l'aide sociale soutienne et se charge de ces frais. Tout seul je n'arriverais de toute façon pas à les payer. Les caisses maladies ne prennent plus en charge les frais pour de nouveaux verres - ça me frustre. En plus j'ai entendu que j'aurai bientôt une nouvelle assistante sociale, parce que celle de maintenant part. À voir comment cela se passera avec la nouvelle, comment elle me traitera et me soutiendra.

D'après toi, que pourrait-on faire pour améliorer la situation des personnes touchées par la pauvreté ?

Ça aiderait sûrement si à Bâle on augmentait enfin le supplément d'intégration de Fr. 100.- à Fr. 300.-. Ce n'est pas vraiment beaucoup d'argent mais cela aide énormément pour maîtriser le quotidien. Qu'on ne nous maintienne pas au strict minimum financièrement, qu'on ne nous demande pas de travailler gratuitement dans le marché secondaire du travail. C'est injuste.

On peut lire dans les journaux à Bâle-Ville qu'il y a eu un grand million d'excédent à la fin de l'année. Où investissent-ils cet argent ? Pourquoi pas dans l'aide sociale ? Au lieu de l'utiliser pour des projets de construction et d'immeubles insensés.

Je vieillis, j'ai autour de 50 ans. Là, je ne trouve vraiment plus rien, car on ne veut pas des vieux. Qu'est-ce qui nous reste encore ?

Témoignage 32

Anna – canton de Vaud

J'étais mariée avec un homme alcoolique dont j'ai été obligée de me séparer en urgence. Il était en plus violent. Mes deux enfants avaient alors 10 et 12 ans. Je tenais une boutique de couture et vendais mes propres créations. J'avais des employés et une bonne situation.

J'avais accumulé tellement de stress et de fatigue de vivre avec cet homme et de tout porter qu'une grande dépression a suivi avec une tentative de suicide et un séjour en hôpital psychiatrique.

C'est à cette période que les professionnelles du réseau thérapeutique m'ont alors fortement incité à prendre une curatelle volontaire pour permettre de bien me soigner. Ça a été le début d'un engrenage infernal.

Ne voulant pas qu'on me désigne un curateur de façon aléatoire (comme cela se pratique dans le canton de Vaud) je me suis tournée du côté du responsable de la fiduciaire avec qui je collaborais déjà. Malheureusement cet homme a fait preuve comme curateur d'une négligence criminelle dans le traitement de mes affaires, aux conséquences financières et administratives catastrophiques pour moi et mes enfants. Cela a créé une charge de stress et d'angoisse supplémentaire et m'a affaibli davantage.

A ce moment je me suis sentie extrêmement seule, personne n'étant capable de comprendre ce qui était en train de se passer, et moi-même je perdais mes moyens, me sentais honteuse et coupable. La sur-médication m'anéantissait aussi.

Après 2 ans et demie et une succession de plaintes, la justice de paix de Lausanne réagit enfin en destituant ce curateur, dépose une plainte pénale, et en désigne un nouveau de son choix, mais un homme que j'ai ressenti dès le début comme peu recommandable !

J'ai alors tenté de sortir de ma curatelle, continuant une activité dans ma boutique et arrêtant progressivement ma médication. J'ai demandé à mon curateur d'avoir accès à mes comptes. Il s'est alors montré grossier et m'a menacé de me mettre sous tutelle. Quelques mois plus tard, contre ma volonté et alors que je tentais de faire lever ma curatelle à l'origine volontaire, voilà que la justice de paix prononce une mise sous tutelle, me privant ainsi de mes droits !

Je me suis battue avec la force qu'il me restait. Avec un avocat, de nombreuses démarches et des expertises psychiatriques j'obtiens après 21 mois une levée de la tutelle et par la suite la condamnation du tuteur qui figurez-vous m'avait extorqué plusieurs dizaines de milliers de francs ! Rendez-vous compte, au moment où la justice de paix désigne cette personne comme mon curateur, il était déjà aux poursuites pour 45'000.- d'impayés !

Quelle désinvolture étonnante, monstrueuse de certaines autorités, de décideurs bien installés qui autorisent de tels dysfonctionnements, cette justice qui a pris autorité sur ma vie, mais ensuite a prétendu ne rien avoir à se reprocher ! Où sont les responsabilités ?

Je dénonce la toute-puissance de ce système, des décisions prises trop légèrement et parfois si rapidement, l'absence de garde-fou, de levier pour faire recours, le poids et la lenteur des procédures, cette machine à vous broyer et en particulier l'organisation du système de tutelle gravement défaillant, qui permet trop facilement la maltraitance de personnes fragilisées.